

# ***l'Anti*capitaliste**

n°380 | 20 avril 2017 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**Faisons entendre  
l'anticapitalisme**

**Préparons les  
mobilisations**

**VOTONS  
PHILIPPE POUTOU**

PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

## **Dossier**

**Dimanche, soutenons  
l'anticapitalisme,  
votons Poutou!**

**Pages 6 et 7**

## **ÉDITO**

**Bruits de bombes...**

Page 2

## **PREMIER PLAN**

**Turquie: «Non, ce n'est pas  
fini, le combat continue»**

Page 2



## **ACTU DE CAMPAGNE**

**Mélenchon: vers le péril rouge?**

Page 4

## **LIBRE EXPRESSION**

**Guyane: paroles de lutte  
sur les barrages**

Page 12



Par YVAN LEMAITRE

## Bruits de bombes...

J eudi 13 avril, les États-Unis ont largué la plus puissante bombe non nucléaire qu'ils aient jamais employée, la GBU-43/B, surnommée « la mère de toutes les bombes » : 9,8 tonnes lâchées par un avion-cargo dans l'est de l'Afghanistan, près de la frontière avec le Pakistan.

Ce bombardement intervient une semaine après celui d'une base aérienne syrienne au prétexte de punir le régime d'Assad de l'attaque chimique de Khan Cheikhoun. Il serait une réponse à l'État islamique qui a revendiqué ces derniers mois plusieurs attentats en Afghanistan, dont la sanglante attaque contre le plus grand hôpital militaire d'Afghanistan en mars à Kaboul.

Et quelques jours plus tôt, le Pentagone avait décidé de déployer le porte-avions *Carl Vinson* et son escadre en direction de la péninsule coréenne...

En fait, le largage de la « mère des bombes » obéit à une volonté de démonstration de force. Il est un avertissement à la Corée du Nord qui défie les USA, mais aussi à la Chine et à la Russie... et aux peuples du monde entier.

Le 15 avril, à l'occasion du 105<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kim Il-sung, le fondateur de la Corée du Nord, le numéro 2 du régime, Choe Ryong-Hae a déclaré : « Nous sommes prêts à répliquer à toute attaque nucléaire par une attaque nucléaire à notre façon. »

Le lendemain, le vice-président américain Mike Pence rendait visite à la Corée du Sud. À la frontière avec la Corée du Nord, une des plus militarisées du monde, il a martelé : « L'ère de la patience stratégique est révolue. » Il y a peu, l'armée américaine participait à des manœuvres militaires avec la Corée du Sud, un pays où sont stationnés environ 28500 soldats américains et où va être installé un système de défense antimissile américain. Aussi fou que soit le régime nord-coréen, il a bien quelques raisons de se sentir menacé...

Dans la continuité de ce qui a toujours été l'instrument de leur politique extérieure, la guerre ou la menace de guerre, les USA, confrontés à l'émergence de puissances concurrentes (dont la Chine et la Russie), s'engagent dans une fuite en avant militariste qui exacerbe les tensions entre les grandes puissances et les pressions contre les peuples. « *America great again* »... Cette folle fuite en avant menace la planète. Imposer la paix, c'est en finir avec la folie capitaliste de la concurrence, du pillage des richesses, du militarisme pour construire un monde de coopération et de solidarité.

## BIEN DIT

C'est, au final, le texte publié par Philippe Poutou qui propose la vision la plus élaborée de la crise syrienne : il y fustige « le criminel de guerre Al-Assad », mais rejette toute intervention militaire étrangère (...). Pour autant, le candidat du NPA refuse de rejoindre ceux qui prônent « une paix raisonnable avec Assad et ses sbires ». « Les militants de la révolution syrienne auraient tort d'espérer que le président américain se soit rangé de leur côté. Nous craignons fort que le "coup d'éclat" militaire de Trump serve de couverture à de prochaines manœuvres diplomatiques opportunistes », met-il enfin en garde. Si les Syriens votaient, ils éliraient Poutou.

Extraits de la chronique de CHRISTOPHE AYAD, « la présidentielle à l'ombre de Bachar », dans *le Monde* du vendredi 14 avril

# À la Une

## Faisons entendre l'anticapitalisme, préparons les mobilisations

# VOTONS PHILIPPE POUTOU

*Nous sommes là pour faire entendre la parole libérée de celles et ceux qu'on n'entend jamais, pour porter un projet politique nourri par les mobilisations et qui ne peut aboutir que porté par elles...*

**N**ous refusons d'attendre le retour d'une impossible croissance qui ne ferait que précipiter la catastrophe écologique, avec laquelle il n'y aurait ni vie décente, ni droits, ni démocratie, sur une planète morte, empoisonnée ou en partie submergée par la montée des océans...

### Nous sommes là !

Nous sommes là pour en finir avec le chômage et la précarité : partageons le travail en imposant une réduction collective et radicale du temps de travail, et pour en finir avec le chantage à l'emploi, interdisons les licenciements. Nous voulons à la fois du temps libre, pour prendre soin les unEs des autres, de la démocratie et du monde, et nous voulons produire ce qui est utile, pas pour les profits. Nous sommes là pour permettre à toutEs de vivre dignement : partageons les richesses et augmentons les cotisations patronales pour financer plus de protection sociale, la retraite pleine à 60 ans, l'accès aux soins, la prise en charge de la dépendance, la continuité du salaire en cas de chômage ou d'intermittence et l'allocation d'autonomie pour les jeunes. Nous voulons des services publics et la gratuité pour assurer à toutes et tous l'égalité réelle et l'accès aux soins, à l'éducation, aux crèches, aux transports, à l'énergie, à l'eau... selon le principe « À chacun selon ses besoins ».

Nous sommes là pour empêcher les capitalistes de pourrir nos vies,



notre santé, notre environnement et notre avenir. Nous voulons leur retirer leur pouvoir, et leur pouvoir, c'est la propriété. Exproprions le système bancaire et les secteurs clés pour prendre les moyens de décider de ce qui doit être produit et comment, par la socialisation sous le contrôle des salariéEs et des usagerEs. Pour reprendre la main sur nos vies et notre avenir, nous voulons rompre avec les institutions, celles de la 5<sup>e</sup> République comme celles de l'Union européenne, désobéir aux traités européens, et refuser les traités de libre-échange.

### Faisons entendre notre voix!

Nous sommes là pour faire entendre une voix internationaliste : une voix qui ne transige pas avec la solidarité internationale, que celle-ci concerne les peuples syrien, palestinien ou kurde ; qui soutient les luttes des

peuples colonisés par la France en Guyane, Martinique, Guadeloupe ou Kanaky... ; qui défend aussi le droit à l'autodétermination pour le peuple basque, breton ou corse ; qui combat les interventions militaires et la course aux armements de la France comme des autres puissances.

Nous sommes là pour faire entendre une voix intransigeante contre le racisme et l'islamophobie, qui ne se contente pas d'honorer les mortEs en Méditerranée, mais exige la liberté de circulation et d'installation, et défend l'auto-organisation des oppriméEs contre le racisme et le sexisme.

Nous sommes là... alors profitez-en, profitez-en ! Avec la candidature de Philippe Poutou, votons vraiment contre ce système, contre le mépris et la répression, contre l'exploitation et toutes les oppressions. Votons anticapitaliste !

### Et après... nous serons toujours là !

Évidemment l'issue de la séquence électorale ne nous est pas indifférente, et nous ferons tout pour battre l'extrême droite de Le Pen, la droite extrême de Fillon et l'extrême libéralisme de Macron. Nous ne banalisons pas le danger représenté par le FN encore renforcé par les régressions démocratiques de l'état d'exception, mais nous savons que les prétendus remparts sont le plus sûr chemin vers le pire. Dans des conditions extrêmement différentes, restera entière la question de la construction du rapport de forces et de l'unité sans lesquels rien n'est possible : ni la résistance en cas de victoire de nos ennemis ni la conquête d'avancées, qu'elle soient contenues – ou pas – dans le programme électoral de Jean-Luc Mélenchon s'il était élu...

Après les urnes, la question brûlante de la reconstruction d'une expression politique des exploités et des opprimés restera posée. Pour y travailler, nous serons là, avec les opposantEs à la loi travail et à son monde, les syndicalistes, les militantEs de Nuit debout, les militantEs pour la justice climatique et contre les grands projets productivistes destructeurs, les soutiens des migrantEs et de la solidarité internationale, les antiracistes politiques, les féministes, les altermondialistes... pour porter la volonté de nous représenter nous-mêmes.

Christine Poupin

## TURQUIE

# « Non, ce n'est pas fini, le combat continue »

*Des milliers de manifestantEs scandaient ce slogan, défilant dans les rues des quartiers « oppositionnels » d'Istanbul, d'Ankara et d'Izmir dans la nuit du 16 avril pour dénoncer l'illégitimité des résultats du référendum...*

**S**elon les résultats annoncés par le Conseil supérieur électoral pour ce référendum critique, le oui obtenait 51,4% contre 48,4% pour le non.

### La grande manip...

Ces résultats sont toutefois fortement contestés par le CHP de centre gauche et principal parti de l'opposition et le HDP réformiste de gauche lié au mouvement kurde. Mis à part les diverses irrégularités auxquelles l'AKP a souvent recours, cette fois-ci, c'est directement le Conseil supérieur électoral qui a décidé – au milieu de la journée du référendum – que les bulletins de vote et les enveloppes

ne comportant pas le sceau officiel seraient quand même acceptés, tant qu'il n'est pas prouvé qu'ils sont apportés de l'étranger...

La plupart des bulletins de vote non tamponnés semblent avoir été utilisés dans le sud-est du pays, dans la région kurde. Cependant alors que plusieurs vidéos de votes oui en bloc effectués par des responsables d'urnes circulent sur les réseaux sociaux, des exemples frappants sont donnés par les partis de l'opposition, comme ces 60 villages liés à la ville d'Urfa où, contre un total de 13 067 bulletins pour le oui, seulement 58 en faveur du non sont sortis des mêmes urnes...

La direction du HDP a annoncé qu'il y aurait une manipulation de 3 à 4%, et le CHP et le HDP vont déposer des recours concernant 60% des urnes. Malgré tout, les résultats du oui sont loin de ce qu'espérait le bloc islamo-nationaliste formé par l'AKP et le MHP. Tout d'abord le non l'a emporté dans les trois plus grandes villes que sont Istanbul, Ankara et Izmir, les deux premières étant administrées par des mairies AKP. De plus, dans des quartiers très conservateurs d'Istanbul comme Uskudar ou Eyup, c'est encore le non qui est sorti des urnes. Si la coalition du oui a obtenu une hausse de 2,5% dans l'Anatolie profonde par rapport aux

élections du 1<sup>er</sup> novembre 2015, elle a essuyé une perte de 10% dans la région Marmara qui est décisive en raison de sa forte population, et de 15,5% sur la côte méditerranéenne. Il est indiscutable qu'un amendement constitutionnel concernant un changement de régime ne peut s'effectuer avec le soutien de seulement la moitié de la population.

### Un vote sous pression

Cependant dans les villes administrées initialement par le DBP (parti frère du HDP), dont la plupart ont été mises sous tutelle, même s'il fut vainqueur, les résultats officiels du non ont baissé, comparés à ceux de

# Un monde à changer

«**LEUR GAUCHE ET LA NÔTRE**». En cette veille de premier tour des présidentielles, les sondages sont supposés fournir des indicateurs du «vote utile», les autres votes étant supposés ne servir à rien. C'est donc le moment de rappeler ce qu'écrivait notre camarade Daniel Bensaïd dans un texte de 1998...

«*Il ne s'agit pas cette fois d'un simple "malaise dans la représentation", ni d'une crise institutionnelle franco-française ordinaire ni même d'une possible crise européenne. Il s'agit d'un enchaînement, d'un emboîtement de crises qui se combinent dans un grand remue-ménage planétaire. (...) Les conditions de sortie de cette crise ne sont pas purement économiques. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est un redécoupage à grande échelle des espaces de production et d'échange, une redéfinition des modes de travail et des rapports entre les classes, des règles du droit et des hiérarchies de domination. Ce genre de mutation ne s'est jamais fait à l'amiable, sur*

*le tapis vert, sans convulsions ni conflits. (...) Les victoires électorales et les joutes parlementaires ont leur importance. Elles peuvent être décisives, dans la mesure où elles ouvrent des opportunités, présentent de nouveaux choix et de nouvelles orientations. Mais elles restent à la surface des choses. Ce sont des vagues, des plis, des frémissements, derrière lesquels rugit la houle d'une tout autre crise d'un changement d'époque, lourd des pires dangers. (...) ...la gauche ne se réduit pas à la gauche parlementaire, aux déraisons de sa raison économique, à la république crispée sur son passé. Il y a aussi la gauche rebelle qui bouge, qui manifeste, qui occupe, qui lutte "tous ensemble". La gauche d'en bas, la gauche de dessous, la gauche profonde qui résiste, qui ne plie ni ne se rend. Il y a toujours ce tissu, cette mémoire, cette histoire populaire dont est tissée la gauche.*

*Il y a toujours leur gauche et la nôtre.»*

## MIGRANT-E-S Attention danger! Renforçons la solidarité!

Quasi absents des débats électoraux, si ce n'est pour alimenter les surenchères sécuritaires des uns et les fantasmes identitaires des autres, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants tentent de survivre, en stand-by, au pays des «droits de l'homme»...

### Incendie au campement de la Linière

Conséquence prévisible de la destruction de la «jungle» de Calais fin octobre 2016, le campement de la Linière de Grande-Synthe, ouvert par Médecins sans frontières avec le soutien de la mairie, était devenu le refuge des migrantEs qui n'avaient pas renoncé à leur intention de rejoindre la Grande-Bretagne, entraînant un surpeuplement, une saturation logistique, et une ghettoïsation insupportables.

Lundi 10 avril, un incendie réduisait à un amas de cendres le village de 300 cabanes en bois qui résistait, tant bien que mal, à l'hostilité des pouvoirs publics, et en particulier à celle du préfet. Rixe entre migrantEs et passeurs, ou incendie criminel opportun? «*L'enquête judiciaire suit son cours*»...

Dépêchés sur place, les ministres de l'Intérieur et du Logement osent déclarer que «*toutes les mesures de protection de la population sont mises en œuvre*», alors que seules 500 personnes contraintes et forcées, sur les 1500 habitantEs du camp, ont été dispersées dans des CAO (centres d'accueil et d'orientation). Le préfet



À Grande-Synthe après l'incendie. DR

du Nord a d'ores et déjà annoncé qu'il s'opposait à la reconstruction d'un campement.

### Un harcèlement policier permanent

Condamnés à la clandestinité, les migrantEs, qui n'ont pas renoncé à rejoindre le Royaume-Uni en traversant la Manche par tous les moyens (camions, bateaux, embarquements de fortune), tentent de survivre dans un environnement des plus

hostiles. Depuis la destruction de la «jungle», des mini-campements se sont organisés dans les lieux les plus improbables. Chaque virée de ravitaillement en centre-ville constitue un danger. Le contrôle au faciès est la règle, les tabassages policiers fréquents, tout comme les placements en centres de rétention, y compris pour des mineurs parfois très jeunes (14 ans). Les organisations humanitaires sont criminalisées, et un arrêté municipal de la mairie de

Calais interdit même de «nourrir les migrants». Les flics sont suppléés dans leur sale besogne par des groupes de «Calaisiens en colère» qui tourment la nuit afin de leur signaler les nouveaux campements sauvages.

Trois associations, la Cabane juridique, le Réveil voyageur, et Utopia 56, ont saisi Jacques Toubon, le défenseur des droits, ainsi que le contrôleur des lieux de privation de liberté, pour mettre un terme à ces violations des droits de l'homme, insistant particulièrement sur le traitement inhumain et illégal réservé aux mineurs.

### L'inertie des «politiques»

Incapables d'avancer la moindre proposition amenant des solutions concrètes, les partis institutionnels évacuent tout simplement la question des réfugiés de leurs discours. Pourtant ces solutions existent : dénonciation des accords du Touquet établissant la police des frontières et la douane britannique sur le territoire français, dénonciation des accords de Dublin, régularisation de tous les sans-papiers, droit d'installation, droit de circulation, ouverture des frontières...

Ce ne sont pas les minutes de silence «en hommage aux morts en Méditerranée», comme celle organisée par Mélenchon à un de ses meetings, qui changeront la donne, mais une implication sur le terrain, en développant les mobilisations antiracistes et en manifestant aux côtés des migrantEs pour imposer aux pouvoirs publics des lieux d'accueil décentes, non fliqués, autogérés!

**Alain Pojolat**

## Le chiffre Près de 1 500

C'est le nombre de détenus palestiniens dans les prisons israéliennes qui ont entamé lundi 17 avril une grève de la faim collective. Ces prisonniers demandent entre autres des téléphones publics dans les prisons, des droits de visite élargis, la fin des «négligences médicales» et des mises à l'isolement, l'accès à des chaînes télévisées et la climatisation. «L'administration pénitentiaire israélienne ne négocie pas», a prévenu le porte-parole de l'administration pénitentiaire israélienne...



## Agenda

### Jeudi 20 avril, rencontres de La Brèche, Paris. Omerta à l'hôpital.

Le livre noir des maltraitances faites aux étudiants en santé (Michalon, 2017), présenté par son auteure, Valérie Auslender, à partir de 18h30, à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>.

### Samedi 22 avril, manifestation du «premier tour social», Paris.

À 14h, place de la République.

### Jeudi 27 avril, rencontres de La Brèche, Paris. Le militaire. Une histoire française

(Éditions Amsterdam, 2017), présenté par son auteur, Claude Serfati, à partir de 18h, à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>.

### Mardi 9 mai, rencontres de La Brèche, Paris.

Pour une approche stratégique des espaces politiques (L'Harmattan, 2017), présenté par son auteur, Hans Cova, à partir de 18h30, à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>.

## NO COMMENT

Est-ce que vous entendez le murmure du printemps? C'est le bruit d'une page politique que vous allez tourner...

EMMANUEL MACRON en meeting à Paris lundi 17 avril

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



Dimanche soir, des partisans du non manifestent à Istanbul. DR

2015. Les intellectuels organiques de l'AKP se sont précipités pour en déduire une baisse dans le soutien au mouvement kurde. Nous aurons certainement des analyses plus détaillées pour permettre de voir si il y a eu un glissement réel de vote, mais rappelons quand même que le Kurdistan de Turquie a subi ces vingt derniers mois de véritables massacres, destructions de villes et un déplacement forcé de 500 000 personnes. De plus, 13 des députés du HDP (dont ses coprésidents) et plus de 80 maires sont derrière les barreaux. De nombreux cas d'éloignement forcés des assesseurs du DBP des bureaux de vote par la gendarmerie et les militaires ont été signalés. C'est dans de telles conditions que la campagne et le vote s'y sont déroulés...

Même si ce n'est pas du même ordre, nous devons aussi rappeler que le référendum dans l'ouest du pays

s'est déroulé dans le cadre de l'état d'urgence (et ce n'est pas parce que c'est le cas aussi en France que cela devient acceptable!), avec une forte répression et criminalisation envers les forces pour le non lors de la campagne et une mobilisation de tous les moyens de l'État en faveur du oui. Et la première mesure du pouvoir, au lendemain du vote, a été de prolonger l'état d'urgence... Malgré cela, les partisans du non avaient relevé le défi. Et comme on le voit depuis deux soirs dans les rues, les forces du non ne sont nullement démoralisées : elles sont fières d'avoir mené une campagne intelligente et audacieuse, et, dotées d'une légitimité morale, semblent prêtes à résister face un changement illégitime du régime.

D'après Erdogan, le non n'aura peut-être pas gagné, mais il est manifestement victorieux!  
**D'Istanbul, Uraz Aydin**

# 2017

## PHILIPPE POUTOU

MÉLENCHON

# Vers le péril rouge ?

Depuis que les sondages placent Mélenchon comme possible troisième, voire comme possible candidat de second tour, les discours annonçant l'apocalypse se sont multipliés de toutes parts...



Tout ce qui bouge est-il rouge? DR

En opérant une remontée fulgurante dans les sondages, Mélenchon devient désormais « l'homme à abattre » pour ses adversaires. Macron et Fillon n'ont cessé depuis quelques jours de dénoncer son programme « communiste » ou « cubain »... Le Pen dénonce une politique qui laisserait la porte grande ouverte aux migrants... Même Hollande, qu'on avait presque oublié, s'est rappelé à notre bon souvenir pour mettre en garde contre la possible qualification de Mélenchon pour le second tour : « Il y a un péril face aux simplifications, face aux falsifications, qui fait que l'on regarde le spectacle du tribun plutôt que le contenu de son texte », a-t-il notamment déclaré au *Point*. Mais Mélenchon n'inquiète pas seulement au sein de la classe politique, les éditorialistes et autres « bien-pensants » se sont également lâchés.

### Procès en fascisation

À lire certains journaux, le danger Le Pen aurait disparu des radars, certains décrivant même Mélenchon comme tout aussi dangereux que la candidate d'extrême droite, voire plus si affinités. Ainsi le *Point* n'a pas hésité à faire de Le

Pen et Mélenchon « les jumeaux du repli et de la ruine ». Dans les *Échos*, sous le titre « Tant de façons d'être fascistes », Roger-Pol Droit indique qu'« en matière de possible dérive autoritaire, le patron du Front de gauche n'a rien à envier à la patronne du Front national »... Dans le même journal, Dominique Seux, éditorialiste de France Inter et chantre de la pensée « économique » unique, assène : « Il est temps, vraiment temps, que les yeux se dessillent. Jean-Luc Mélenchon défend un projet insensé que peu de gens ont apparemment lu. » Si il est vrai que Mélenchon défend l'instauration d'un protectionnisme qui, tout en se réclamant des principes solidaires de la charte de La Havane, prend la forme concrète d'une politique de mise en place de barrières douanières et de contrôles aux frontières, Le Pen, elle est adepte d'une vision raciste, ethnique, de la société. En conséquence, ne pas faire de

différence entre les deux... c'est du coup participer à la dédramatisation du FN et de leurs idées nauséabondes.

### Mitterrand, Tsipras et les Insoumis...

Mais ce n'est pas tout : si « Maximilien Ilitch Mélenchon », comme le nomme très finement (!) le *Figaro*, était élu, ce serait le cataclysme : « explosion des impôts, des dépenses publiques et de la dette », confiscation des richesses... Bref, un emballement sans précédent... qui montre surtout que tous ces éditorialistes ou « spécialistes » n'ont pas bien lu le programme de Mélenchon, qui est moins radical que celui de Mitterrand en 1981. En effet, son programme économique est dans la ligne des préconisations actuelles du FMI, de l'OCDE, voir de la Commission européenne et de la BCE comme aime le dire l'économiste en chef des Insoumis, Jacques Généreux.

Mais ce que celui-ci « oublie » de souligner, c'est que ces institutions veulent poursuivre à marche forcée la libéralisation de l'économie et la remise en cause des acquis sociaux et que rien ne peut les arrêter dans ce système actuel. Et dans les faits, Mélenchon ne tire aucune des leçons de Syriza au pouvoir, avec un Tsipras qui pensait négocier avec ces instances... et qui en très peu de temps s'est retrouvé à mener une politique d'austérité contre le peuple, appliquant les fameux mémorandums européens.

### « Je ne suis pas d'extrême gauche »

Sans doute pour rassurer ses détracteurs, voire une partie de son électoral, Mélenchon a dû avouer au plus grand nombre qu'il n'était pas d'extrême gauche. C'est vrai car il pense pouvoir changer les choses sans toucher sensiblement au système capitaliste, sans faire d'incursions dans la propriété privée et sans mobilisation populaire... au-delà de celle dans les urnes. Nous préférons évidemment la dynamique actuelle Mélenchon à l'idolâtrie autour de Macron. Mais nous pensons aussi que nous ne représentons pas la même « gauche », le même projet, et que c'est pour cela que nous avons la légitimité d'être présent. Car pour le NPA et son candidat Philippe Poutou, s'inscrire dans la perspective d'une transition sociale et écologique réelle, c'est se préparer à un affrontement avec le capital. La suite dépendra du « rapport de forces », en France et en Europe, c'est-à-dire comme l'ont montré toutes les expériences passées, de la lutte des classes.

Sandra Demarcq

## Agenda

**Judi 20 avril, réunion publique, Poitiers.** Avec Christine Poupin, à 20h30, à l'auberge de jeunesse, 1, allée Roger-Tagault.

**Judi 20 avril, réunion publique, Paris.** À 19h30, au Hang'Art, 63, quai de Seine, Paris 19<sup>e</sup>.

**Judi 20 avril, réunion publique, Mulhouse.** À 20h, à Lerchenberg, rue du Cercle.

**Vendredi 21 avril, réunion publique, Annecy.** Avec Philippe Poutou, à 19h, salle Eugène-Verdun, centre Bonlieu.

**Vendredi 21 avril, réunion publique, Le Mans.** Avec Olivier Besancenot, à 20h, salle Barbara, allée de l'Aigle-Noir.

**Vendredi 21 avril, réunion publique, Cergy-Pontoise.** Avec Alain Krivine, à 20h, à la maison de quartier des Toulouses.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NPA Arguments de campagne

# Pourquoi et comment socialiser les banques ?

### Qu'est-ce qu'une banque ?

Pour la majorité des gens, une banque c'est un endroit où on a un compte sur lequel est viré son revenu et dont on peut retirer de l'argent. Il arrive que, moyennant un intérêt, la banque prête de l'argent, par exemple, pour acheter un logement. En fait, le système bancaire, c'est un peu le réseau sanguin du système économique. Non seulement les banques permettent à l'argent de circuler, mais elles créent de la monnaie : elles distribuent des crédits d'un montant bien supérieur à la valeur des dépôts réguliers des particuliers ou des entreprises. Les banques peuvent aussi agir pour leur propre compte en investissant dans des entreprises, en achetant des titres de la dette publique, en spéculant...

### Pourquoi y-a-t-il des crises financières ?

Le crédit permet de soutenir la consommation, l'investissement, mais aussi d'alimenter la spéculation. Dans une atmosphère d'euphorie, les banques distribuent des crédits pour des opérations risquées et spéculatives, interviennent elles-mêmes en Bourse. Le décalage augmente donc entre les ressources des banques et les montants des emplois. Si la Bourse se retourne parce que les perspectives de profit s'assombrissent, si des crédits en trop grand nombre ne sont pas remboursés, les banques sont

en danger. Si une banque craque, comme toutes les banques sont interconnectées, tout le système peut être ébranlé.

### Comment s'est déclenchée la crise de 2007-2008 ?

Après la grande crise des années 1930, des mesures ont été prises pour limiter les risques : les banques recevant les dépôts des particuliers (banques de dépôts) ont été séparées de celles intervenant sur les marchés financiers (banques d'affaires). De plus, comme il fallait reconstruire les économies après la guerre puis les soutenir, les nouveaux gouvernements ont créé ou renforcé des circuits particuliers de crédit pour l'agriculture, le commerce extérieur et les collectivités locales. Transitoirement, les dirigeants capitalistes ont mis en place des dispositifs d'encadrement des banques qui, dans des pays comme la France, avaient été largement nationalisés après la guerre.

Mais à partir du début des années 1980, le naturel capitaliste est revenu au galop : les réglementations ont été progressivement supprimées et les banques nationalisées ont été privatisées. Tout était désormais possible pour les banquiers : l'imagination financière était au pouvoir... Et cela a conduit à la crise. D'abord aux USA dans le secteur des prêts immobiliers, puis, comme toute la finance est interconnectée, le château

de cartes a commencé à s'effondrer et la crise s'est étendue à l'ensemble de l'économie.

### Que s'est-il passé depuis la crise ?

Les États ont sauvé d'abord les banques et les banquiers et les dirigeants ont multiplié les déclarations disant qu'il fallait « moraliser » le capitalisme. Des mesures cosmétiques de régulation ont été prises : ainsi, la réglementation mise en place en France concerne, par exemple, moins de 1% des activités bancaires (comme l'a reconnu devant une commission parlementaire le PDG de la BNP, Frédéric Oudéa...). Certaines banques ont dû payer des amendes et, avec quelques traders, seuls de très rares dirigeants de banques (en Islande et en Irlande) ont été condamnés à la prison. Et c'est reparti... D'autant plus que le peu qui restait de réglementation va être levé aux USA avec Trump et que l'Union européenne va suivre. C'est à nouveau la foire à la spéculation et aux paradis fiscaux.

### Est-ce que le problème, c'est la « finance » ?

Certains croient que les banques siphonnent la « vraie économie ». En fait, banques, grandes entreprises, dirigeants des États, sont aujourd'hui totalement imbriqués. Les entreprises industrielles

sont autant animées par leurs investissements dans la sphère de la production que ceux réalisés dans la sphère de la finance. La financiarisation du capital, ce n'est pas la domination du « bon capital » par le « mauvais », c'est le fait que les grandes entreprises sont dominées par une logique financière. Il est impossible de changer cela sans s'attaquer d'abord au système bancaire.

### Que faire ?

Il faut comprendre qu'il ne s'agit pas de comportements déviants de quelques banquiers escrocs (même s'il y en a) mais de la logique d'un système animé par le profit. Et celles et ceux qui aspirent à changer la société doivent encore plus en être persuadés : une transformation sociale et écologique, une planification démocratique sont impossibles avec un système bancaire privé. C'est pour cela qu'il faut exproprier les intérêts privés et socialiser l'intégralité des banques (y compris la banque centrale), compagnies d'assurances, sociétés de crédit, etc. L'intégralité, car un « pôle financier public » comme le propose par exemple Mélenchon évoluerait inévitablement, comme le système hospitalier actuel, avec des cliniques privées qui font des profits et des hôpitaux publics dans lesquels sont importées les normes de gestion du privé. Certes, on peut



PHOTO THÈQUE ROUGE / CHRISTIAN

imaginer réglementer strictement ce qui resterait privé, mais autant se passer d'une telle tuyauterie que les banquiers privés s'acharneraient à pervertir. Exproprier sans indemnité (en tenant compte de la situation des petits actionnaires et des régimes de retraite) car il y a mieux à faire que d'utiliser des ressources importantes à indemniser de riches actionnaires qui ont déjà largement profité des aides de l'État. Socialiser, c'est-à-dire mettre en place une gestion démocratique avec des représentants salariés, des collectivités, des associations et des instances de la planification sociale et écologique. Il sera ainsi possible de tenir compte des besoins réels des différents secteurs de l'économie et de la société. Les nationalisations du passé ont conduit à des dérives avec des hauts fonctionnaires qui se comportaient comme des patrons du privé. C'est un tout autre modèle qu'il faut inventer. Mais pour cela, il faudra de puissants mouvements sociaux !

## FRONT NATIONAL

# Le Pen à la peine, une bonne nouvelle de fin de campagne!

*Pour la première fois depuis des mois, la candidate du FN semble en difficulté: sa marche triomphale vers l'Élysée n'est plus si sûre... Pour que son père se résigne à appeler à voter pour elle à une semaine du premier tour, c'est bien que l'heure est grave!*

## DÉCLARATION DE PATRIMOINE



Intentions de vote qui stagnent, chiffres de participation aux derniers meeting peu glorieux, annonce officielle de la demande de la levée de l'immunité parlementaire européenne de Marine Le Pen alors qu'un de ses anciens bras droits, Chauperade, appelle à voter Fillon en débattant publiquement le linge sale des affaires financières du FN... Tout se conjugue pour qu'une certaine fébrilité gagne les états-majors frontistes à l'idée que Le Pen ne soit pas en tête du premier tour, voire qu'elle ne se qualifie pas pour le second. C'est pourquoi les querelles entre les clans frontistes redoublent d'intensité...

Pour Marion Maréchal-Le Pen, c'est évidemment la tête de Florian Philippot, le stratège de la dédialisation du FN et de son affichage «social», qui sera exigée en cas de déconfiture. Marine Le Pen elle-même, sans doute pour rasséréner les franges les plus «traditionalistes» de l'extrême droite, a enfoncé un coin dans la stratégie tant peaufinée de la dédialisation en déclarant le 9 avril que «la France n'était pas responsable de la rafle du Vél d'Hiv» de 1942... Cela faisait longtemps que la fille n'avait pas flirté aussi ouvertement avec les propos antisémites et négationnistes du père. Ces propos n'ont rien d'improvisé et relèvent d'un choix effectué par Le Pen pour essayer de revenir sur un des terrains favoris de l'extrême droite, au moment où celui de la posture de la candidate «antisystème» a pris un sérieux coup dans l'aile.

### Poutou: 1, Le Pen: 0

La gifle verbale assénée par Philippe Poutou à Marine Le Pen lors du «Grand Débat» du 4 avril, lorsqu'il a réussi à la faire taire avec sa formule de «l'immunité ouvrière», a sans aucun doute servi de révélateur à un sentiment latent dans la conscience populaire, qui a peut-être mis du temps à s'exprimer mais qui a fait son chemin néanmoins: Le Pen, fille

de milliardaire, échappe aux règles communes, comme la plupart des riches et des puissants! Et toute «candidate anti-système» qu'elle prétende être, elle a visiblement utilisé tous les rouages du système institutionnel européen pour remplir les caisses de son parti grâce à des emplois fictifs...

Une partie de l'imposture Le Pen se dévoile: elle n'est pas la candidate du peuple. Elle reste plus que jamais une candidate au service de l'ordre établi, une candidate raciste et hostile à toute forme de progrès social. Elle est considérablement dangereuse et, même affaiblie, ses idées polluent tout le champ politique. Son «trou d'air» actuel ne doit pas nous faire oublier qu'elle représente près d'un quart de l'électorat et que, même sans accéder à l'Élysée en 2017, son programme, ses idées et tous les préjugés qu'elle véhicule déteignent largement sur l'ensemble des politiciens bourgeois.

Le succès relatif des manifestations contre les meetings de Le Pen dans plusieurs villes (Nantes, Bordeaux, Perpignan, Paris...) montrent une vraie disponibilité pour les mobilisations contre l'extrême droite. Celles-ci devront s'amplifier dans les semaines qui viennent mais, plus fondamentalement, c'est en reprenant l'offensive sur le terrain de la lutte des classes que le mouvement ouvrier dans toutes ses composantes pourra vraiment damner le pion à Le Pen!

Marie-Hélène Duverger



## En action!

### Reims (51) Carton plein pour Philippe Poutou!

Salle comble pour notre réunion publique avec Philippe Poutou le lundi 10 avril! 380 personnes et de nombreux médias. Avant l'intervention de Philippe, le comité a donné la parole aux luttes locales. La première, le témoignage d'une éducatrice, déléguée du personnel, auprès des mineurs étrangers isolés de Châlons-en-Champagne, en procédure de licenciement pour avoir décrit leurs conditions d'accueil, après le suicide d'un jeune migrant en janvier. Si la procédure a été levée, elle nous a décrit celle en cours pour une autre politique d'accueil. La seconde lutte est celle d'une délégation de Valéo Tinqueux en grève depuis dimanche 9 avril.

Ensuite Philippe a pu témoigner de son soutien et présenter notre programme. En débat, de nombreuses questions furent posées: handicap, jeunesse, retraite, fin de la trêve hivernale, conditions carcérales... Plusieurs fois remercié par le public, ce débat a permis à Philippe de répondre longuement à des sujets peu abordés. Une quarantaine de participants nous ont laissé leur contact. Si cette réunion était dans le cadre de la présidentielle, elle fut d'abord celle de nos luttes, actuelles et prochaines.



### Bagneux (92) «Passer du catch au free fight».

Le «dégagisme» pour déterminer son vote est un piège. Olivier Besancenot l'a démontré ce lundi 10 avril devant 70 personnes à Bagneux (92). «À force de vouloir voter utile et de faire des priorités, on finit par se diviser.» Philippe Poutou et le NPA, eux, ne rangent pas l'internationalisme à la cave sous prétexte d'unité ou d'utilité. Voter pour ses idées, ce n'est pas faire semblant, c'est donner à notre camp les armes pour prendre l'argent aux actionnaires, pour s'engager dans un autre monde. Les travailleurs n'ont jamais été si nombreux, mais ils n'ont jamais été si peu conscients d'eux-mêmes et de leur force. Le monde du travail a besoin de construire par le bas, lui-même, l'unité, pour mener les combats pour un autre monde. Des affrontements qui seront du «free fight»...

Vingt personnes nous ont laissées leurs coordonnées, certainEs souhaitant participer à notre campagne. Donc un bilan très positif, pour rompre avec le fatalisme.

### Avignon (84) Christine Poupin en réunion.

Lundi 10 avril, Christine Poupin a animé une réunion publique en présence de 70 personnes. Celle-ci a démarré par une intervention de Maëva Largier, représentante du collectif d'aide aux réfugiés sur le Vaucluse qui nous a notamment parlé du sort des migrants mineurs isolés qui sont actuellement laissés livrés à eux-mêmes par le conseil départemental.

Pierre Joulrin, militant NPA et SUD-Éducation 84, nous a parlé de la répression du mouvement social et des poursuites judiciaires dont il est l'objet suite au mouvement contre la loi travail.

Puis Christine a déroulé notre programme et insisté sur la nécessité d'une nouvelle représentation politique pour les opprimés. Suivi d'un échange avec la salle qui a notamment

porté sur nos rapports à Mélenchon et France Insoumise.

À l'issue de la réunion, nous avons recueilli plusieurs demandes d'adhésion et les militantEs sont repartis avec tracts et affiches, déterminés à poursuivre la campagne.

### Blois (41) En réunion avec Armelle Pertus.

Avant la réunion mercredi 12 avril, Armelle Pertus a pu développer au journal et à la radio locale certains aspects du programme: interdiction des licenciements, réduction du temps de travail, développement des services publics, etc. Elle a pu également présenter notre projet politique.

25 personnes, dont des jeunes et des personnes que nous ne connaissons pas, ainsi que Laurent Loyau, un des trois maires qui a donné son parrainage ont participé à la réunion publique. Le débat a permis de répondre à des questions sur la place de l'écologie dans notre programme et de marteler que seules les luttes permettent de créer un rapport de forces pour imposer des mesures d'urgence et de justice sociale. Amelle a bien sûr mis l'accent sur le fossé qui se creuse entre les plus démunis d'entre nous et la classe dirigeante. Enfin nous avons évoqué le rendez-vous du 22 avril, ce «premier tour social» qui illustre la nécessité des luttes et de leur convergence, contre l'illusion d'un changement par un vote déconnecté de toute perspective de bagarre.

Nous aurions souhaité être plus nombreux, mais la qualité du débat nous a permis de vérifier que ces initiatives étaient utiles car elle permettent d'expliquer en quoi consiste un programme de rupture avec le capitalisme.

### Caen (14) Forte affluence pour Olivier Besancenot.

Jeudi 13 avril, une camarade a commencé par faire un tour d'horizon de l'investissement militant pour l'accueil des migrants et des luttes dans la santé et à l'Université. Olivier a pris le relais...

se présentant comme l'hologramme de Philippe Poutou, déclenchant rires et applaudissements. Le ton était donné pour un meeting chaleureux devant 420 personnes: des fidèles des réunions du NPA mais surtout une majorité de personnes présentes pour la première fois, dont beaucoup de jeunes. À la dénonciation de la caste politique qui nous gouverne, a succédé l'exposé du programme porté par Philippe Poutou dans cette campagne. Particulièrement applaudie, la profession de foi en faveur de la liberté de circulation et l'ouverture des frontières.

Les interventions ou questions de la salle ont été nombreuses, de l'unité dans les luttes au second tour...

L'appel à l'engagement avec les anticapitalistes, mais aussi «dans les syndicats, les associations», pour, au bout du compte, «se représenter soi-même sans passer par la case des politiciens professionnels», a conclu ce meeting réussi.

### Lyon (69) Une belle journée.

Mardi 11 avril, dans l'après-midi, Philippe Poutou est allé à la rencontre des salariéEs de Médialys, agents de médiation sur le réseau de transports lyonnais. Se battant pour leurs conditions de travail et contre la répression antisyndicale, ils ont voulu profiter de la présence de Philippe pour médiatiser leur lutte lors d'une rencontre chaleureuse.

Le soir, plus de 600 personnes étaient réunies salle Joliot-Curie de Vénissieux. Deux fois plus que pour le meeting de

campagne de 2012! Plusieurs intervenantEs ont pris la parole pour présenter des luttes que soutient le NPA: Yamin, représentant des salariéEs de Médialys; Sonia, AED au lycée Doisneau de Vaulx-en-Velin; Cora sur les questions féministes; Laurence sur la lutte contre la centrale du Bugey; et Serhat sur la situation au Kurdistan. Philippe a pu alors présenter son programme alors que les militantEs ne rataient pas une occasion pour chanter.

La campagne continue, avec en ligne de mire une réunion publique sur l'écologie vendredi 21 avril salle Ravier.



### Clermont-Ferrand (63) Salle remplie pour Philippe Poutou.

Plus de 300 personnes se sont déplacées jeudi 13 avril pour voir le candidat ouvrier et anticapitaliste. En plus de tout ce monde, de nombreux médias étaient présents pour couvrir l'événement.

Durant ce meeting, le candidat a déroulé les idées du parti avec une facilité déconcertante. Il est notamment revenu sur le «grand débat» qui a changé les regards portés sur lui et la visibilité du parti. Le candidat du NPA a également évoqué la lutte des classes, l'illustrant par le mépris et la critique portés par le pseudo-philosophe Luc Ferry. Il a aussi parlé du nécessaire partage du temps de travail à 32 heures par semaine, pour un SMIC à 1700 euros net. Il a insisté sur l'importance des luttes et revendiqué de ne pas vouloir être président car une élection ne change pas la vie. À la fin du meeting, Philippe a eu droit à des demandes de selfie, des dédicaces et des remerciements chaleureux, preuve que le personnage plaît et que les idées du parti trouvent un écho auprès des gens.

### Saint-Malo (35) Réussite de la réunion avec Christine Poupin.

Cela faisait longtemps que le NPA n'avait pas fait de réunion publique sur la ville. Pari gagné, puisque jeudi 13 avril, dans cette salle d'une soixantaine de places, 50 personnes se sont déplacées pour écouter et débattre de notre projet anticapitaliste en présence de notre porte-parole nationale. Après une introduction de notre camarade Pierre Chapa sur l'activité du NPA malouin et la situation économique, sociale et politique du pays malouin, Christine a fait le point sur notre campagne, insistant sur les problématiques écologiques.

Le débat qui a suivi a marqué tous les esprits. En présence de camarades de la FI et du PCF, il a permis un échange constructif et apaisé sur les points communs mais aussi sur les différences entre les propositions de Philippe Poutou et celles de Jean-Luc Mélenchon. Ainsi, nous avons pu discuter de ce qui nous séparait sur la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la prise du pouvoir et comment l'exercer, l'autogestion, et évidemment de la place des luttes dans un processus de changement de système. Gageons que ce débat aura permis de faire avancer nos idées pour les nombreuses personnes qui assistaient à leur première réunion politique et qu'il continuera, quels que soient les résultats des urnes.

Lille (59) Salle comble! C'est dans une salle bondée (plus de 500 personnes) et devant un public

attentif, chaleureux et jeune que s'est déroulé le meeting vendredi 14 avril. Jérémie du comité du Ternois a d'abord rappelé le sens du vote Poutou – un vote de classe, de lutte – avant que Philippe ne revienne sur le débat télévisé du 4 avril et ce que celui-ci a révélé du système politique, médiatique, de l'arrogance et du mépris des classes possédantes, qu'un candidat ouvrier anticapitaliste est venu bousculer. «Je ne me retirerai pas! J'irai jusqu'au bout!», a lancé Philippe, car quel vote plus utile que celui qui affirme l'intention de prendre nous-mêmes nos affaires en main sans tomber dans le piège des illusions électoralistes?

La Guyane montre la voie, celle d'une lutte déterminée, toutes et tous ensemble. À contre-courant du chauvinisme ambiant, l'Internationale a conclu le meeting. De nombreuses personnes ont laissé leurs coordonnées et sont reparties avec affiches, tracts et brochures pour convaincre et faire voter dans la dernière ligne droite de la campagne.

### Évry (91) Réunion de soutien.

Vendredi 14 avril, nous étions une petite trentaine à nous retrouver pour débattre de la campagne, la nôtre et nos perspectives. Yvan Lemaitre a insisté sur l'irruption bien venue dans la campagne du mécontentement, de la colère et de l'écœurement du jeu politique institutionnel qui déstabilise tous les candidats au point que personne ne peut dire ce qui sortira du premier tour. Des sentiments que Philippe a su exprimer et qui font l'écho de notre campagne. Nous voulons leur donner un contenu politique, des perspectives, pour construire un parti des travailleurs, œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires...

La discussion a surtout porté sur comment l'écho et la sympathie rencontrés par Philippe pourraient renforcer notre camp dans un moment où les travailleurs se détournent des partis, l'intérêt de la manifestation du «premier tour social», notre attitude vis-à-vis de la dynamique autour de Mélenchon, le second tour... La réunion s'est terminée par l'organisation des diffis et collages, et rendez-vous au meeting du 19 avril avec Philippe Poutou.

### Alençon (61) Philippe Poutou ne prend pas de week-end!

Samedi 15 avril, durant le long week-end pascal, en période de vacances scolaires, 150 personnes sont quand même venues au meeting, avec présence des médias locaux et nationaux. Et des jeunes comme jamais on en voit dans des réunions militantes ici! Mickaël, jeune militant, a exposé ce qu'était le NPA localement, comment ses militantEs étaient utiles pour aider à construire avec d'autres le mouvement social (NDDL, BDS, collectif Droits des femmes, RESF...), le mouvement contre la loi travail (avec le collectif «On vaut mieux que ça»), Nuit debout...

Après une intervention où Philippe a pu développer notre programme, l'urgence de construire une représentation politique de tous ceux d'en bas, contre la droite et l'extrême droite, un échange avec la salle s'est instauré pour revenir sur nos réponses pour l'emploi et la santé, sur la situation déplorable des universités, la répression, etc.

Une vraie réussite pour notre comité. Rendez-vous a été donné pour aider le NPA dans la dernière semaine de campagne, pour lutter et construire l'anticapitalisme, maintenant et après les élections!

# DIMANCHE, SOUTENONS L'ANTICAPITALISME, VOTONS POUTOU!

## VOTONS POUTOU CHANGER!

**T**out changer? L'objectif des principaux prétendants à l'Élysée, celles et ceux qui tricotent jusqu'à plus soif, est le maintien de l'ordre tel qu'il est... Chômage, misère, conditions de travail, racisme, discriminations, répression constituent tout leur programme, avec pour objectif de préserver le pouvoir des capitalistes, ceux qui engrangent la majorité des richesses produites, protégés par un État – dont la police et la justice – à leur service. On le sait, cette élection, pas plus qu'une autre, ne permettra de changer un système qui mène le monde au désastre. Mais elle peut permettre d'exprimer notre haine de l'extrême droite, l'ennemi mortel du progrès social, notre rejet des politiques résolument à droite mise en œuvre par des gouvernements de droite... ou ces dernières années par cette prétendue «gauche». Il s'agit aussi d'y porter la nécessité des mobilisations collectives pour balayer un monde devenu insupportable.

Dans cette campagne, Philippe Poutou a simplement dit tout haut ce que les classes populaires, l'immense majorité, pensent tout bas du monde politique. Sa parole aura été celle d'un ouvrier, d'un salarié, balayant le respect convenu prétendument dû à Fillon, Le Pen ou Macron... À l'inverse de ce discours distillant l'impuissance, Philippe Poutou s'est aussi fait le porte-voix de tous les grands mouvements sociaux, à l'instar de celui de la population guyanaise, une voix qui entre aussi en écho avec le puissant mouvement contre la loi El Khomri l'an dernier. Là où les autres candidats disent «je» ou «moi, président», Philippe parle, lui, de la force collective qui, seule, peut faire changer les choses. Parce que Philippe Poutou, ce n'est pas «Comptez sur moi» mais «Comptons sur nous-mêmes», parce qu'il n'est pas le énième candidat des promesses électorales qui – une nouvelle fois – ne seront pas tenues, parce qu'il défend un programme anticapitaliste, antiraciste, internationaliste, écologiste

et féministe, pour la démocratie par en bas, ce dimanche, pour nous, c'est Poutou!

### Signataires

**Emmanuel Barot** (enseignant-chercheur en philosophie), **François Chesnais** (économiste), **Laurent Degousée** (militant syndical), **Gérard Delteil** (écrivain), **Franck Gaudichaud** (enseignant-chercheur en civilisation hispano-américaine), **Paul Jorion** (anthropologue et essayiste), **Hubert Krivine** (physicien), **Thierry Labica** (enseignant-chercheur en langues et littératures anglaises), **Michael Löwy** (sociologue), **Pascale Montel** (militante syndicale), **Ugo Palheta** (sociologue), **Willy Pelletier** (sociologue, responsable associatif), **Alexandre et Délia Romanès** (artistes), **Julien Salingue** (docteur en science politique), **Jean-Baptiste Thomas** (enseignant-chercheur en histoire latino-américaine), **Guillaume Vadot** (doctorant en science politique).



PHOTOS PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

## APPEL INTERNATIONAL EN SOUTIEN À LA CANDIDATURE DE PHILIPPE POUTOU

**À** l'heure où l'élection présidentielle en France est observée de très près dans le monde, nous tenons à apporter notre soutien à la candidature de Philippe Poutou du Nouveau parti anticapitaliste. Dans la confusion générale actuelle et la débâcle des politiciens professionnels, il s'agit d'un ouvrier, seul candidat qui défende dans cette campagne une position de démocratie par en bas, anticapitaliste, antiraciste, internationaliste, écologiste et féministe. Nous considérons que plus son score sera élevé, plus forte sera la volonté de combattre par les mobilisations, les politiques de l'extrême droite, de la droite et de la pseudo-gauche. Il s'agira là d'une contribution importante pour tous les peuples du monde en lutte contre l'austérité, la xénophobie et la répression, en lutte contre l'emprise des multinationales et celle des grandes puissances, pour aider à relancer la perspective d'une humanité débarrassée de l'exploitation, des guerres et de toutes les oppressions.

### Signataires

**Angleterre:** Ken Loach, Terry Conway.  
**Allemagne:** Wilfried Dubois, Angela Klein, Jacob Schafer.  
**Belgique:** Daniel Tanuro, Eric Toussaint.  
**Danemark:** Thomas Weyts.  
**Etat Espagnol:** Josep Maria Antentas, Raúl Camargo, Sònia Farré, Jaime Pastor, Teresa Rodríguez, Jesus Rodríguez, Miguel Urbán.  
**Grèce:** Tassos Anastasiadis, Antonis Ntavanelos, Manos Skoufoglou.  
**Italie:** Checchino Antonini, Eliana Como Roberto Firenze, Delia Fratucelli, Diego Giachetti, Simone Grisa, Pasquale Loiacono, Gigi Malabarba, Antonio Moscato, Maurizio Pasquali, Cristina Quintavalle, Giuseppe Severgnini, Franco Turigliato.  
**Suisse:** Béatrice Barbey, Charles Barbey, Marie-Christine Berna, Michella Bovolenta, Hanspeter Gysin, Roll Krauer, Dario Lopreno,

Hans Oppliger, Matteo Pronzini, Geneviève de Rham, Molo Romolo, Philippe Schmidt, Denis Schoeni, Pino Sergi, Charles-André Udry.  
**Suisse/Syrie:** Joseph Daher.  
**Slovénie:** Rastko Močnik, Lucien Perpette.  
**Algérie:** Abderrezak Adel, Md Sadek Akrou, Kamel Aissat, Abdenasser Chikker, Nadir Djermoune, Achour Idir, Mahmoud Rachedi.  
**Tunisie:** Ahlem Belhadj.  
**Argentine:** Myriam Bregman, Nicolás del Caño, Raul Godoy, Martin Mosquera, Eduardo Lucita.  
**Brésil:** Diana Assunção, Gabriel Augusto, Luiz Felipe Bergmann, Elisabete Búrigo, Marcel Cabral, Matheus Inocência, Ailton Lopes, João Machado, Rosa Maria Marques, Tárzia Medeiros, Orlando Messina da Cunha, Cheron Moretti, Jacqueline Parmigiani, Tessie Reis, Josael Jario Santos Lima.  
**Chili:** Barbara Brito.  
**Martinique:** George Arnaud, Gilbert Pago.  
**USA:** Joanna Misnik, Dan La Botz, Malik Miah, Ahmed Shawki.

### LA RÈGLE DU NI-NI



CHARMAG

# D'ICI OU D'AILLEURS, ILS SOUTIENNENT AUSSI POUTOU...

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de trois textes de soutien à notre candidature à l'élection présidentielle.

**« Militants écologistes sans candidat, nous voterons Philippe Poutou »**

Il y a près d'un mois, les votants de la primaire validaient massivement l'accord de désistement Jadot-Hamon. (...) Il nous est difficile d'encore nous rallier à un candidat qui reste celui du PS et qui, tout frondeur et sincère qu'il soit, n'a pas réussi à affirmer sa rupture avec les cadres de son parti, dont il a subi les départs logiques chez Macron. Son désir d'être adoubé par Bernard Cazeneuve – qui reste le ministre ayant tenté de couvrir la mort de Rémi Fraisse ou d'Adama Traoré, qui a organisé la répression policière des manifestations et autorisé l'état d'urgence permettant l'assignation de militants écologistes – ne nous a pas rassuré. Les reculades programmatiques, qui existent déjà (celle sur le revenu universel est la plus notable), non plus, d'autant que plusieurs des autres grandes promesses ont déjà été faites il y a cinq ans, puis abandonnées : droit de vote des étrangers, PMA pour toutes, récépissés policiers, taxe carbone, fermeture de centrales nucléaires... (...)

Pour nous, une politique écologiste n'est pas compatible avec un système économique capitaliste et productiviste, qui fera toujours primer le profit sur les vies, humaines comme animales. (...) Pour nous, l'écologie politique n'est pas compatible non plus avec les relents nationalistes et patriotiques, un centralisme effaçant les cultures et langues régionales, ou une république refusant aux minorités le droit à la représentation politique et de s'organiser en toute autonomie. (...)

Pour nous, le logiciel de l'écologie politique doit être au service des plus pauvres et démunis, de ceux qui souffrent déjà le plus du dérèglement climatique, des maladies liées à la pollution ou à une agriculture intensive. (...)

Ainsi, face à l'offre réduite qui nous est proposée, la candidature qui nous apparaît la plus proche de nos préoccupations est incontestablement celle de Philippe Poutou, et c'est pourquoi nous la défendons.

**Maël Rannou**, bibliothécaire et auteur, membre du conseil fédéral d'EÉLV, tête de liste en Mayenne lors des élections régionales.

**Thierry Schaffauser**, travailleur du sexe, syndicaliste, militant EÉLV, candidat aux régionales en Ile-de-France.

**« Une signification à la fois de classe et pour le droit à l'autodétermination »**

**A Manca (Corse)**

Cette consultation électorale s'inscrit dans un ensemble institutionnel auquel nous ne conférons aucune légitimité. Que ce soit pour ce temps électoral ou d'autres consultations du même ordre, notre analyse est et demeure identique. La « démocratie » par délégation de pouvoirs, donc hors de toute maîtrise populaire, conduit inmanquablement aux mêmes résultats, lesquels se traduisent par une déconnexion à termes entre les élus et les électeurs. Ces mécanismes ne sont pas dus au hasard. Les classes dominantes, les milieux de la finance et leurs personnels politiques maintiennent leur pouvoir, en Corse comme ailleurs, par les moyens d'un système économique, culturel, législatif et politique dont le parlementarisme et la permanence de l'État sont les pierres angulaires.

Le droit à l'autodétermination du peuple corse n'est pas soluble dans les institutions de la France. À l'exception notable du candidat présenté par le NPA, aucun autre postulant, ne s'accorde à reconnaître ce droit inaliénable. (...)

À celles et à ceux qui se rendront aux urnes malgré tous leurs doutes et leurs préventions, en particulier à celles et ceux des classes populaires, nous lançons un appel : seul le bulletin pour Philippe Poutou du NPA peut alors avoir une signification à la fois de classe et pour le droit à l'autodétermination.

Demain, une fois passée l'agitation électoraliste, nous vous donnons rendez-vous dans les luttes, pour la défense des intérêts collectifs de la classe des travailleurs de Corse et pour l'édification d'une société débarrassée de toutes les formes d'aliénation.

Pour un socialisme démocratique et autogestionnaire dans une Corse maîtresse de son histoire.

**« Une candidature antiraciste, écologiste, féministe et anticapitaliste »**

**Anticapitalistas (État espagnol)**

Les prochaines élections en France sont d'une importance capitale pour l'avenir de l'Europe. La montée de la nouvelle extrême droite emmenée par Marine Le Pen est un défi, lancé à toutes les forces politiques antilibérales et démocratiques, que nous ne pouvons pas ignorer. Cette poussée est en effet partie prenante d'un phénomène plus général de renforcement de la réaction autoritaire en Europe et aux États-Unis. Les forces politiques traditionnelles en France qui ont été le soutien du régime républicain, le PS et la droite gaulliste connaissent une forte crise d'identité, de projet et de légitimité, élaboussées qu'elles sont par des affaires de corruption, comme c'est le cas pour Fillon. Par ailleurs, un secteur des élites fait le pari de Macron : une nouveauté, mais pour les seuls patronat et monde de la finance qui ont trouvé avec lui une manière « cool » de rénover le projet néolibéral.

La crise de la politique officielle est aussi le reflet d'une crise sociale profonde : celle d'une société déchirée par les problèmes identitaires, par les politiques d'austérité, par l'exclusion, par la fin de l'État providence. Bien entendu, il y a eu, dans ce panorama, des résistances : nous n'oublions pas Nuit debout ni les grèves impulsées par la CGT qui ont placé au centre la force de la classe ouvrière organisée. La gauche n'a cependant pas été capable de construire une candidature rassemblant largement et de façon unitaire, prenant à son compte, à travers un programme contre l'austérité, tout ce potentiel et ce mécontentement et regroupant, autour d'une alternative crédible à Le Pen, un éventail d'organisations allant de secteurs du réformisme antilibéral jusqu'à des forces anticapitalistes et révolutionnaires comme le NPA. Pour défendre, en somme, un projet qui constitue un barrage devant la montée des néofascismes, qui s'engage à rompre avec l'austérité promue par l'UE et qui s'affronte au pouvoir économique au profit des classes populaires.

Dans les circonstances actuelles, nous, Anticapitalistas, voulons apporter notre appui à la candidature de Philippe Poutou et au NPA : une candidature antiraciste, écologiste, féministe et anticapitaliste qui met au centre la classe des travailleurs et l'internationalisme, qui porte des questions que les autres candidatures n'abordent pas et qui sont pourtant centrales pour construire un projet de transformation. Le fait que Philippe Poutou soit le seul ouvrier à se présenter à cette présidentielle, face à une brochette de politiciens professionnels, nous apparaît être un geste politique décisif et chargé d'une énorme valeur symbolique. Nous vous souhaitons d'obtenir, dans ces élections difficiles, les meilleurs résultats possibles permettant à l'anticapitalisme d'occuper une place fondamentale dans les batailles à venir.

(Traduit par Antoine Rabadan)



## NANTES Les éboueurs en grève pour leurs conditions de travail

Les éboueurs sont en grève reconductible. Six semaines d'action n'ont pas suffi à démontrer la duperie de Nantes-Métropole : sous prétexte de sécurité, elle veut supprimer du personnel et aggraver encore des conditions de travail désastreuses.

À Nantes comme dans beaucoup de villes, les «boueux», comme les appellent affectueusement la population, travaillent en «fini-parti». Une organisation qui permet d'accélérer la collecte en permettant aux éboueurs de terminer leur journée dès leur tournée. « Ces cadences et ces rythmes ont des impacts sur la santé des personnels que le départ avant l'heure permettait de compenser un peu », témoignent les syndicalistes de la CGT. Les conditions de travail ont longtemps été insupportables dans le secteur des déchets : accidents mortels et TMS invalidants sont monnaie courante, à tel point qu'une étude a démontré que les professionnels de cette branche ont « 17 ans d'espérance de vie en bonne santé de moins que les cadres et administratifs », et vivent cinq ans et demi moins longtemps.

### Travailler plus... en étant moins nombreux!

En 2008, une recommandation officielle tente d'y remédier : obligation de conteneurs roulants, interdiction des sacs au sol... et fin du «fini-parti». C'est surtout cette dernière mesure d'allongement du travail que retient Nantes-Métropole. Après une première tentative repoussée par la grève en 2010, elle a annoncé sa fin pour le 1<sup>er</sup> octobre prochain... Un prétexte pour supprimer des postes en allongeant le temps de travail, sans contrepartie pour la pénibilité.

Démonstration aussitôt faite par les éboueurs : ils ont décidé d'appliquer strictement les consignes de sécurité.



Quand un travail utile n'est pas fait, ça se voit! DR

Leur travail matinal et invisible est apparu au grand jour, les déchets ont aussitôt se sont entassés dans la ville. « Rappelons que 24 postes vont être supprimés. Nous effectuons nos tournées avec les nouvelles règles que souhaite mettre en place la métropole. En 7 heures de travail, nous n'arrivons pas à finir nos tournées! Qu'en sera-t-il quand, en plus, on nous rajoutera des secteurs? » Face au mépris des élus PS et de leur direction, qui repoussent toute négociation sérieuse et commencent à sanctionner, les éboueurs ont déclenché la grève le 31 mars puis le blocage des dépôts de bennes. Une grève suivie à 80%, pour enfin se faire entendre, et titulariser les 30 vacataires embauchés en permanence.

À Nantes comme ailleurs, les élections ne sont pas finies, mais le premier tour social est déjà parti!

Bertrand Achel

Les salariéEs espéraient une harmonisation par le haut des différentes grilles de salaires, qui correspondent aux bons résultats obtenus. Las. Le groupe Air France/KLM ne propose que de nouvelles attaques sans garantie pour les emplois. 245 ont été supprimés, avec aussi la poursuite du pillage qui consiste à puiser dans le vivier des pilotes pour compenser le retard des effectifs dans la maison mère. Des effectifs affaiblis en raison du blocage imbécile des embauches baissant le nombre d'avions pour récupérer des créneaux horaires dont Transavia, autre filiale créée sur mesure avec des salaires très bas, est friande.

La grève a été suivie à 82% chez les hôtesses et stewards, et à 90% au sol, particulièrement dans les deux centres de maintenance de Quimper et Clermont. Une grève historique qui montre le refus des salariéEs d'être en permanence la variable d'ajustement tant en matière d'effectifs que de fric. Dans un transport aérien en pleine expansion, le management du groupe poursuit une stratégie d'émiettement, développant l'activité par de multiples filiales : Air France, KLM, Transavia Holland, Transavia France, Hop! et maintenant la future filiale en voie de création nommée provisoirement Boost (Ouste?). Avec aussi des sous-filiales que l'on vend, comme Servair qui fait les plateaux repas à bord, cédée récemment au groupe chinois HNA...

### Monopoly aérien

Cette stratégie développe telle ou telle entreprise au gré des avantages fiscaux ou des attaques salariales, KLM très bénéficiaire et Transavia toujours déficitaire étant les deux entités en développement.

Dans ce jeu, les salariéEs sont toujours perdants et les gâchis fréquents, à l'opposé d'un nécessaire service de transport plus écologique, desservant l'ensemble du territoire. Les nouvelles lignes TGV (Rennes et Bordeaux) et les projets de méga-aéroports (comme à Nantes) s'accompagnent de projets de fermeture de nombreux petits aéroports régionaux, poursuivant

## AÉRIEN Et Hop! en grève!

Le week-end des 8 et 9 avril, les salariéEs de Hop! ont massivement fait grève. Hop! est la filiale d'Air France qui regroupe depuis un an les trois compagnies aériennes régionales Britair, Régional et Airliner. Au total, 3 100 salariéEs et 70 avions qui desservent des villes de province.



Devant l'aéroport de Morlaix le 7 avril dernier. DR

ainsi la désertification de territoires entiers.

Hop!, c'est aussi la marque sous laquelle les vols d'Air France à Orly sont opérés. Et le millier de salariéEs Air France concernés se sentent aussi menacés par la perte de leur statut, en étant un jour prochain (à l'inauguration de la future troisième aérogare à Orly en construction?) mutés de force dans cette filiale. C'est donc une excellente nouvelle que cette grève soit réussie, avec l'espoir d'une lutte toujours plus large des salariéEs de l'aérien, pour un statut unique, avec de bons salaires et la garantie de l'emploi pour tous. Et signe des temps, les progrès du syndicat SUD Aérien, qui vient d'être reconnu représentatif dans les deux conventions collectives du transport aérien...

Correspondant

## Passagers maltraités...

Les passagers sont eux aussi maltraités, à l'image de ce qui vient de se passer dans la plus grande compagnie aérienne mondiale United Airlines. Dimanche 9 avril, un médecin de 69 ans, d'origine asiatique, s'est vu débarquer de force, traîné au sol par les policiers, le visage en sang. Tiré au sort, il refusait de laisser sa place, la compagnie ayant vendu plus de places que disponibles (selon la technique dite surbooking pour rentabiliser au maximum les avions)...

Au-delà du révélateur d'un racisme toujours très fort aux USA, le scandale montre des pratiques toujours plus mal traitantes contre les passagerEs. Le 16 avril, c'est un couple en voyage de noces qui s'est fait débarquer... pour attitude indisciplinée car ils avaient voulu s'installer sur des sièges vides, mais correspondant au tarif EcoPlus, alors qu'ils n'avaient payé que Éco... Et en mars toujours chez United Airlines, ce sont deux jeunes filles qui se sont vues refuser l'embarquement parce que vêtues de leggings, tenue jugée trop provocante.

La compagnie est montrée du doigt, et son PDG, nommé il y a un mois meilleur communicant de l'année, se voit demander de démissionner... La rentabilité à tout crin pousse à maltraiter les salariéEs de l'aérien, mais les passagers aussi sont sommés maintenant de devenir des objets à transporter qui ne doivent pas gêner la machine à pognon.

Et les ultra-riches? Eux, ils ont désormais leurs avions personnels et ne sont pas concernés... sauf quand l'action d'United Airlines chute de 6%!

## DISCRIMINATIONS Médecine à la carte

En apparence, la législation est très nette : « Aucune personne ne peut faire l'objet de discriminations dans l'accès à la prévention ou aux soins », selon l'article 1110-3 du Code de la santé publique. Pourtant, l'enquête montre que la réalité est bien différente.

### Étiqueté, stigmatisé

La discrimination passe d'abord par le langage, avec des médecins libéraux qui ont pris pour habitude d'appeler les personnes précaires « les CMU ». Catégorisés selon des critères socio-économiques (malgré une population très diverse), ces patients précaires seraient selon eux plus difficiles à soigner. Étiquetés socialement comme « pauvres », ils se voient attribuer des

À la demande du Fonds CMU et du défenseur des droits, une étude a été réalisée : « Des pratiques médicales et dentaires, entre différenciation et discrimination. Une analyse de discours de médecins et dentistes »<sup>1</sup>.



comportements stéréotypés : surconsommation de soins, absentéisme, fraude, qui entraînent pour partie un refus de soin. Or, si les différences de soins sont normales d'un patient à l'autre pour des motifs cliniques, elles deviennent une discrimination quand

l'orientation vers un autre praticien, refus de tiers payant) puis dans le traitement des personnes lors de la consultation (soins prodigués, temps consacré, traitement prescrit).

### La santé n'a pas de prix

La logique comptable de l'assurance maladie est un

il s'agit de représentations stigmatisantes. La différence d'accès aux soins se retrouve d'abord dans la prise de rendez-vous (refus direct ou réorientation vers un autre praticien, refus de tiers payant) puis dans le traitement des personnes lors de la consultation (soins prodigués, temps consacré, traitement prescrit).

sujet qui cristallise les mécontentements des praticiens et expliquent également les refus de soin. Les remboursements sont généralement tardifs et/ou sous-évalués.

« Avant, on parlait des gens en situation de pauvreté qui avaient l'aide médicale... On a commencé à parler d'une catégorie CMU. Pour la profession, les CMU sont devenues la bête noire. On a mis l'étiquette CMU, ils peuvent pas venir, ils nous laissent leurs prothèses, et ils nous coûtent de l'argent » (paroles d'un dentiste en centre de santé).

Robert Pelletier

1 - <http://www.lien-social.com/actualites#actu-339>

## LOGEMENT

## Des maisons de Macron?

Comme l'ex-ministre de l'Économie, l'Union nationale des propriétaires immobiliers veut, elle aussi, de la « flexisécurité »... et propose pour cela un bail locatif à l'essai!

Ainsi, elle propose sept mesures aux candidats à la présidentielle, que la presse qualifie de « provocantes » ou d'« iconoclastes ». Scandaleusement dans l'air du temps, plutôt!

### Locataire à l'essai...

La mesure phare, c'est le « bail avec période d'essai » : « Si, au terme de la période d'essai, de six mois par exemple, le bailleur constate que le locataire cause des troubles

de voisinage ou ne règle pas ponctuellement son loyer, il pourrait mettre fin à l'essai sans indemnité ni formalité. » Et il ne serait même pas obligé de donner un motif. Leur but, généreux (!), c'est de « mettre sur le marché des logements qui sont actuellement vacants, le bailleur craignant de ne pouvoir le récupérer en fin de bail ». Alors qu'on le sait, la principale cause des logements vides est bien connue, c'est la spéculation! Ils rêvent aussi d'un BDD, bail à durée déterminée, qui pourrait amener une



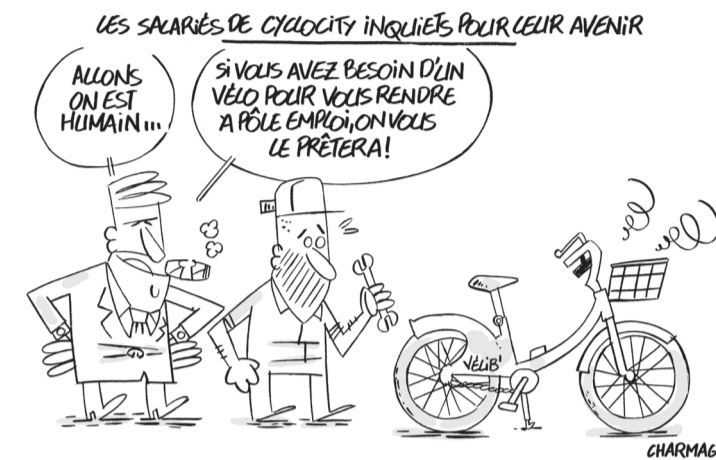
## VÉLIB' La tête dans le guidon

Le 12 avril dernier, le syndicat mixte Autolib' et Vélib', réuni à l'Hôtel de ville de Paris, a confirmé l'attribution du marché des vélos en libre-service à Smoove. Le groupe Decaux, évincé, n'a cependant pas dit son dernier mot en déposant un recours dès la veille de cette décision. L'incertitude est donc plus forte que jamais pour les 315 salariéEs de Cyclocity (l'Anticapitaliste n° 378).

**R**assemblés devant la mairie, les délégués CGT et SUD de l'entreprise ont martelé la nécessité du maintien de tous les emplois ainsi que du statut collectif. La responsabilité de la ville est patente, elle dont le contrat de délégation de service public qui régit le service des vélos ne contient pas explicitement, contrairement à celui d'Autolib', une clause de reprise du personnel en poste !

### Statut du personnel : vers la sortie de route ?

La veille, les salariés s'étaient invités, avec l'aide de leurs unions départementales respectives, au siège de Smoove situé près de Montpellier, ce qui a suscité l'intérêt de la presse locale. Reçus par le directeur adjoint, ce dernier s'est pourtant refusé à toute déclaration avant la signature définitive du contrat comme suite à l'appel d'offres...



Même si depuis, galvanisé par son succès et l'extension future du nombre de stations à de nouvelles villes de la métropole, les engagements de Smoove, en nombre de maintien d'emplois, se font moins filandreux, c'est la question du statut du personnel ainsi repris qui devient

centrale. Le probable transfert du centre d'appels en province laisserait les salariéEs, issus d'un centre d'aide par le travail, sur le carreau. Les ateliers de réparation, exploités actuellement en propre, seraient eux transférés dans les parkings d'Indigo, partenaire de Smoove,

ce qui implique de travailler en sous-sol.

Plus encore, le personnel se verrait appliquer la convention collective de la location de vélos, au détriment des acquis arrachés ces dernières années tels que la majoration de 100 % des dimanches travaillés et celle de 45 % pour le travail de nuit. Inacceptable !

### Decaux montre les dents, le personnel aussi

Le recours introduit par Decaux, prétendument au nom de la défense de l'emploi, sera examiné par le tribunal administratif le 25 avril prochain, avec un délibéré prévu début mai. Le comité d'entreprise et les syndicats ont décidé d'intervenir volontairement dans la procédure, en toute indépendance – cela va de soi – de Cyclocity qui pointe aussi un éventuel conflit d'intérêts lors de la passation du marché.

En cas de validation de la reprise par Smoovengo, le consortium créé à cette occasion, les salariés attendent de la justice qu'elle ordonne à ce dernier d'appliquer l'article L. 1224-1 du Code du travail qui oblige à poursuivre les contrats de travail en cours, avec reprise d'ancienneté et maintien de la rémunération. Un objectif pour lequel les salariéEs ne manqueront pas de se mobiliser à nouveau !  
**LD**

## MOBILISATION

### Un premier tour social d'ampleur se prépare

Organisé le 13 avril dernier à la Bourse du travail de Paris, le nouveau meeting du Premier Tour social a fait le plein (l'Anticapitaliste n°375) : plus de 200 participantEs, dont beaucoup de jeunes, ont répondu présent.

**L**a réunion a débuté avec un échange par vidéoconférence avec des militants guyanais et guadeloupéens suivi de nombreux témoignages de luttes en cours : des travailleurs du social, Mohamed de Vélib', des livreurs de Deliveroo, etc. Des interventions entrecoupées de vidéos sur l'histoire du mouvement ouvrier et d'un documentaire en cours de finalisation sur la répression syndicale. D'autres meetings sont prévus cette semaine, en régions comme à Lille, Lisieux ou Marseille, ainsi que dans plusieurs facultés parisiennes.

Le terreau est fertile : rien que ce mois-ci, on dénombre des grèves pour les salaires à McDo, dans les wagons-lits et à Vuitton, contre les licenciements à Vivarte et à SFR, ou pour la défense d'un statut comme au centre Pompidou et à Rungis... Ces mobilisations sont d'autant plus remarquables que les élections n'ont pas fait office d'éteignoir de la contestation sociale.



### Notre tour est venu

Cette force pour les batailles qui nous attendent peut se cristalliser dès le 22 avril, date du « Premier Tour social », sans attendre le 1<sup>er</sup> Mai préparé par les confédérations. Dans les Échos du même jour était publié un article intitulé « Social : Macron-Fillon, moins éloignés qu'ils le disent ». Après le feu répété du 49.3 pour faire avaliser les lois Macron et Travail, ces deux-là veulent s'attaquer encore au Code du travail, cette fois-ci par ordonnance : c'est zéro nuance de gris entre eux ! Et même si une solution progressiste sortait des urnes, il faudrait se mobiliser massivement : c'est la leçon de ce qui s'est passé en 1936 et, plus récemment, en Grèce en 2015.

Gaël Quirante de SUD Poste 92 a clos le meeting en rappelant que cette initiative était déjà une réussite dès lors qu'elle permet de regrouper des militantEs de différentes syndicats, de mouvements de jeunesse et des quartiers populaires. Avec, à ce jour, une soixantaine de structures signataires, essentiellement de la CGT et de SUD, c'est par milliers que nous pouvons nous retrouver place de la République à Paris, à la veille de l'élection présidentielle, pour dire haut et fort que notre tour, celui de notre programme, celui de la rue, est venu.  
**LD**

## UNEDIC Pour les patrons, « le compte est bon »

L'accord Unedic 2017 est en passe d'être bouclé. Le chômage a paru longtemps être un des enjeux essentiels de la campagne présidentielle, ou tout au moins jusqu'à ce que Hollande déclare forfait du fait, notamment, de l'échec des gouvernements successifs à faire baisser de manière un tant soit peu crédible le nombre des chômeurs/euses...

**L**e seul élément nouveau de la campagne a été l'annonce par Macron de sa volonté de retirer aux « partenaires sociaux » la gestion de l'Unedic. Du coup, branle-bas de combat parmi ces derniers. Alors que le renouvellement de l'accord précédent de 2016 semblait enlisé, avec le refus du patronat d'une taxation plus importante des CDD et celui de toute hausse des cotisations à laquelle s'oppose farouchement une partie du Medef.

Mais craignant que leur incapacité à trouver un accord ne fournisse un argument supplémentaire pour les évincer de la gestion de l'Unedic, la majorité des organisations patronales et syndicales a accepté des compromis. Même si le calendrier est serré, la nouvelle convention peut être agréée par le gouvernement avant le second

tour, pour une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre. Au total, il s'agit de compromis dont le très gauchiste quotidien les Échos a pu dire : « globalement le compte est bon pour les employeurs ».

### Le patronat ne lâche rien

Sur le sujet qui fâchait, la surcotisation des CDD, on en reste à une « contribution exceptionnelle temporaire » de 0,05 % pour tous les CDD, donc non ciblée sur les CDD courts. Une mesure, qui devrait apporter un peu moins de 270 millions d'euros chaque année à l'Unedic, mais qui pourra être levée si les branches les plus touchées par la précarité mettent en place des solutions en faveur de la « sécurisation des parcours professionnels » et de la « régulation » des contrats à durée déterminée d'usage. En contrepartie, le



PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR

patronat obtient la suppression de la surcotisation instaurée en 2013 sur certains types de contrats de moins de trois mois. La cotisation liée à l'AGS (le système des garanties de salaire, prenant en charge la rémunération et, le cas échéant, les indemnités de licenciement des salariéEs dont l'entreprise subit une « défaillance ») est baissée. Il faudra être âgé de 53 ans (et non

plus de 50) pour entrer dans la « filière senior » et avoir droit à une indemnisation plus longue que le droit commun (de 30 à 36 mois au maximum d'un côté, contre 24 mois de l'autre).

Au-delà des quelques économies réalisées ici ou là, on est loin de permettre un équilibre des comptes de l'Unedic. Le refus de la CGT de signer cet accord et la grogne de certains secteurs du patronat ne changeront rien à l'affaire. La question principale reste bien de diminuer réellement le nombre des chômeurs/euses. Une question qui, elle, est bien au cœur des débats de l'élection présidentielle et qui passe par une réduction massive du temps de travail et l'interdiction des licenciements.

**Robert Pelletier**

(petite) réduction du loyer, comme la prime de précarité pour le CDD...

En fait, il s'agit d'une « amélioration » de leur proposition de 2006 : à l'époque, inspiré du CPE, c'était un bail « à durée indéterminée ». Aux 9<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> mois, le propriétaire pouvait virer le locataire avec un préavis de 3 mois. Comme le disait à l'époque l'UNPI, cela « induit une certaine précarité mais c'est mieux que ne pas avoir de logement ». Et parce que, certes, on a repoussé le CPE, mais Macron nous a remis ça en mieux, il n'est pas inutile de rappeler le cynisme de ces gens : « Il y a peu de chance que le locataire, dans le cas où il serait titulaire d'un CPE et où il occuperait un logement avec ce type de bail, se retrouve licencié et à la rue au même moment. » Si ça te tombe dessus, c'est juste que t'as pas de chance... Comme t'as pas

de chance quand tu viens d'acheter une maison, que ta boîte ferme et qu'il n'y a plus de travail dans la région...

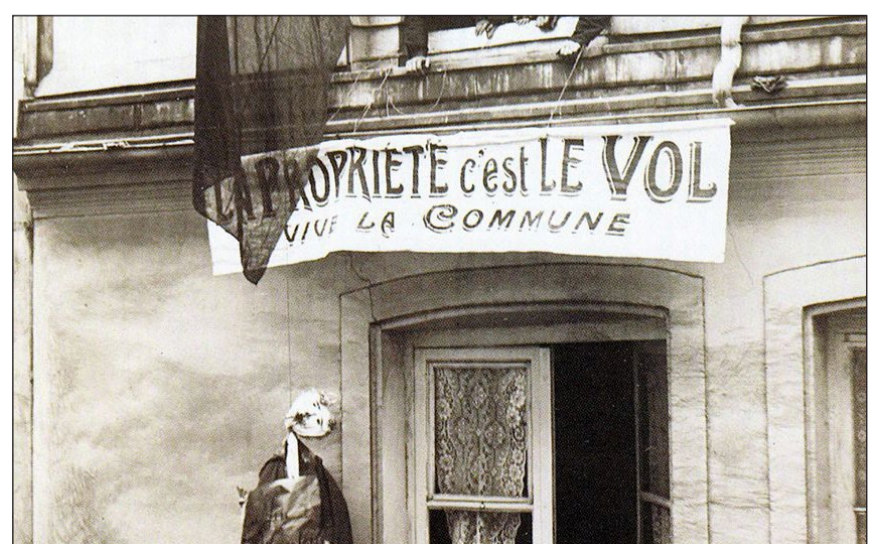
### TouTEs propriétaires ?

Six ménages sur dix étaient propriétaires de leur résidence principale en 2016, et c'est bien là une des causes de la crise du logement. Pas assez de logements en location, loyers trop chers et propagande : pour être heureux, il faut être propriétaire de son logement et « ne pas jeter l'argent par la fenêtre ». Mais le vrai propriétaire c'est la banque, et on a vu la catastrophe aux États-Unis ou en Espagne quand les banques ont repris des milliers de maisons. Mais rien n'arrête l'UNPI qui veut « supprimer le permis de construire dans les zones urbaines », « ouvrir l'activité de logement social aux bailleurs privés » ou « vendre à

prix avantageux les logements du parc privé aux locataires ». Et comme ils se soucient vraiment de notre bien-être, ils proposent la « construction de logements à bas coût et à loyers faibles ». Des constructions pourries où nous vivrons mal, difficiles à chauffer, construites avec des matériaux polluants et qu'il faudra démolir dans quelques années...

Il faut remettre le logement sur de bonnes fondations : gestion du logement dans un service public (parce que l'offre de location et l'entretien du parc locatif ne doivent plus dépendre du bon vouloir de propriétaires pas toujours honnêtes), suppression des mesures fiscales incitant à acheter pour spéculer sur la location, et bien sûr application de la loi de réquisition des logements vacants.

**Isabelle Guichard**



DR

## AFRIQUE

## Le pouvoir franc

Dans quelques jours, les FrançaisEs voteront. Mais les résultats de ce processus électoral auront des conséquences largement au-delà des frontières de l'Hexagone, puisque la France demeure avant tout une puissance capitaliste néocoloniale...

L'un de ses instruments, connu dans les milieux militants mais largement méconnus du grand public hexagonal, est le franc CFA. Créé en 1945 sous le nom de « franc des colonies françaises en Afrique », il existe toujours, même si le sigle CFA a été pudiquement retraduit en « coopération financière en Afrique » ou encore « communauté financière en Afrique »... C'est selon, puisqu'il n'existe pas une mais deux unions monétaires : l'une en Afrique occidentale et l'autre en Afrique centrale. Leur monnaie est respectivement librement convertible en euro, mais elle ne l'est pas entre les deux zones monétaires à l'intérieur même du continent africain. Cherchez l'erreur...

À l'heure où – au moins en théorie – tous les grands sujets sont débattus avant le choix des FrançaisEs, le franc CFA ne fait guère débat dans l'Hexagone.

## Domination monétaire

Les choses vont autrement sur le continent africain, où une campagne contre cette domination monétaire a lieu depuis le mois de janvier, avec des manifestations dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Elle a le mérite d'exister et de poser les vraies questions, bien qu'elle ait été en partie relayée en France par des personnalités douteuses (dont « Kémi Séba », un adepte des thèses raciales) auxquelles il ne faudra pas abandonner ce sujet crucial pour l'avenir des pays soumis aux diktats néocoloniaux.

À partir du lundi 10 avril, s'est tenue à Abidjan une séance extraordinaire des chefs d'État de la zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (liée à la France et à l'euro), l'UEMOA. Pour répondre aux critiques qui sont montées des sociétés civiles, le président de la Côte-d'Ivoire, Alassane Ouattara – intronisé suite à l'intervention militaire française contre son prédécesseur Laurent Gbagbo – a pris la défense du franc CFA. Il a déclaré vigoureusement : « Nous avons constaté que notre monnaie se porte bien, [elle] est saine et est dans de bonnes mains », cela parce que « La zone de l'UEMOA a des réserves de change qui représentent plus de cinq mois d'importation, alors que la règle retenue est d'environ trois mois. » Ce qui ne change strictement rien à la dépendance économique de pays qui importent des produits manufacturés, mais exportent leurs matières premières non transformées.

## Hypocrisie française

Samedi 15 avril à Abidjan, le ministre français des Finances, Michel Sapin, a balayé toutes les critiques en clôture de la réunion : « Le franc malgré son nom est la monnaie des Africains. Ce n'est plus la monnaie de la France. Il a disparu en Europe. Sur toutes ces questions, c'est aux Africains de se prononcer et ce n'est pas à nous de le faire ». Une hypocrisie totale, dans la mesure où des représentants de la Banque de France (devenue filiale de la BCE européenne) siègent dans les banques centrales des deux zones monétaires en Afrique, où ils possèdent une position de minorité de blocage sur les questions essentielles de politique économique.

Du gouvernement français, il ne faudra certainement rien espérer, en ce qui concerne la rupture avec le néocolonialisme en Afrique. Alors que le NPA est porteur d'un vrai projet de rupture en la matière, les principaux candidats n'améliorent rien sur ce plan. Ainsi, l'un des porte-parole de François Fillon sur l'Afrique est Gérard Longuet, ex-ministre de la « Défense » responsable de l'intervention militaire en Côte-d'Ivoire, aujourd'hui reconverti dans le business avec le pouvoir Ouattara (sociétés Sea Invest France et Sea Invest Afrique). Emmanuel Macron, lui, s'appuie sur un think-tank, le club « O2A », qui réunit entre autres le général Bruno Clément-Bollée – commandant de l'intervention en Côte-d'Ivoire –, le vice-président du Medef international, Mahamadou Sako, et d'autres patrons faisant leur juteux business en Afrique...

Bertold du Ryon

## SYRIE Entre escalade militaire et rivalité inter-impérialiste

Le paysage en Syrie s'est obscurci encore plus après la frappe étatsunienne contre la base aérienne de Shayrat dans la nuit du 7 avril, en riposte à l'attaque chimique de Khan Cheikhoun.

Dans le mouvement anti-guerre international, le risque d'une guerre américaine imminente a été évoqué. Cependant, il est probable que l'objectif de cette frappe n'est pas un début d'invasion massive, mais plutôt la « communication » particulière de Trump. Le président populiste a déclaré sur Fox News le 12 avril que c'est pendant qu'il était en train de déguster « la plus belle part de gâteau au chocolat que vous ayez jamais vue » avec son homologue chinois Xi Jinping, qu'il a eu le message de l'armée américaine annonçant que tout était prêt, et qu'il a donné donc son accord pour lancer « 59 missiles en direction de l'Irak » (corrigé par la journaliste en « Syrie »).

Une ambiance de retour à l'époque de « la guerre froide » s'est installée dans les médias, avec des déclarations hostiles entre les Américains et les Russes, comme si une nouvelle stratégie américaine en Syrie était mise en place, en rupture avec celle de l'administration Obama. Mais le porte-parole du ministère de la Défense russe, Igor Konachenkov, a déclaré que « seuls 23 des 59 missiles Tomahawk ont atteint l'aérodrome, le point de chute des 36 autres étant pour l'instant inconnu ». Et les dégâts dans la base Shayrat n'ont pas empêché la reprise de l'activité de cet aéroport dès le lendemain.

Le 12 avril, la Russie a opposé son huitième veto à une résolution du

Conseil de sécurité de l'ONU qui condamnait l'utilisation de l'arme chimique le 4 avril à Khan Cheikhoun et appelait à la constitution d'une commission d'enquête internationale. Une fois de plus, la Russie de Poutine a protégé son allié, le régime sanguinaire d'Assad. Tout redémarre comme avant...

## Jeux dangereux

La réunion du G7 du 10-11 avril, n'a qu'à peine changé la thématique « il n'y a pas d'avenir de la Syrie possible avec Bachar el-Assad », selon le compromis de cette réunion exprimé par Jean-Marc Ayrault. Aucune sanction supplémentaire n'a pourtant été décidée. En fait, les déclarations des pays occidentaux sont plus agressives vis-à-vis d'Assad... mais ces pays tiennent à préserver son régime.

C'est toujours la politique de la « transition ordonnée » qui est prônée, c'est-à-dire conserver le régime, en changeant si possible sa tête. Les pays occidentaux souhaitent contenir le drame humanitaire le plus catastrophique depuis la Seconde Guerre mondiale qui est aussi à l'origine des vagues migratoires vers l'Europe, et pour cela, fait tout pour les stopper. Cette frappe US a aussi une importance géopolitique dans le cadre d'une rivalité entre les grandes puissances, car elle a été suivie par la largage de la plus grande bombe non nucléaire sur l'Afghanistan le 13 avril, puis par l'annonce de l'envoi du porte-avions USS Carl Vinson et de son escorte vers la péninsule coréenne. Il y a là un jeu géopolitique dangereux de cette administration Trump pour imposer une hégémonie globale pourtant fragilisée.

## La population dans l'étau

Pendant ce temps, l'offensive du régime Assad et ses alliés s'intensifie sur tous les fronts, comme le montre le 16 avril la reprise de la ville importante de Sourane, dans la campagne de Hama, au centre du pays. L'échange forcé de populations entre, d'une part, le régime et ses alliés et, d'autre part, les groupes djihadistes continue, comme le troc des populations de Zabbadani et Madaya, près de Damas, contre celles de Fouaa et Kefrya (bourgs chiites près d'Idlib, considérés comme loyalistes). La population civile de ces quatre villes a manifesté contre cet échange, mais a été forcée à l'accepter par les factions armées confessionnelles (régime et Hezbollah d'un côté, et Jabhat al-Nosra de l'autre).

En plus de la souffrance de quitter leurs maisons, un attentat-suicide non revendiqué contre les bus transportant les civils de Fouaa et Kefrya a causé la mort de 129 personnes dont plus de 60 enfants. La solidarité et le sauvetage des combattants de l'Armée syrienne libre présents sur place avec ces civils victimes ont été exemplaires, contrairement à la propagande et au comportement du régime. Un élan de solidarité avec les victimes a eu lieu partout, avec des manifestations dans plusieurs villes, et une condamnation large par l'opposition de cet acte barbare. Mais les multiples forces contre-révolutionnaires qui s'entretuent se moquent toujours des vies des civils qui paient le prix le plus fort. En dépit de la situation difficile du peuple syrien, de ses forces démocratiques et progressistes dans sa lutte pour son émancipation, les masses syriennes se lèvent et manifestent : contre le régime et toutes les forces contre-révolutionnaires, contre les ingérences étrangères pour la liberté, pour l'égalité et la justice sociale. La dernière manifestation du lundi 17 avril, dans la région Aswayda, sous contrôle du régime en est le dernier exemple, et cette lutte nécessite la solidarité internationale.

Ghayath Naisse

## ÉGYPTE Nouveaux attentats contre les coptes

Dimanche 9 avril, jour des Rameaux, deux attentats contre les coptes<sup>1</sup> ont eu lieu : l'un à Tanta, une grande ville du Delta, et l'autre à Alexandrie.

Bilan : 46 morts et 126 blessés. Ces deux attentats ont été revendiqués par Daech – groupe de la province du Sinaï qui avait déclaré en février que les coptes seraient leur cible prioritaire. Les forces de sécurité ont notoirement failli dans la mesure où déjà à Tanta, le 31 mars, un attentat contre un poste de police avait fait 16 blessés et une bombe avait été désamorcée dans la même église une semaine plus tôt sans que les mesures de sécurité soient renforcées. Très en colère, les coptes ont dénoncé l'incurie des forces de sécurité et exigé la démission du gouverneur. La colère est d'autant plus grande que ces attentats interviennent après l'attentat de la Botrossia au Caire et surtout après l'assassinat des sept coptes d'El Arich, la ville du Nord Sinaï, qui a provoqué l'exode de la quasi-totalité des familles, faute de protection par les autorités.



Alexandrie sous la tension des attentats et sous la pression du pouvoir de Sissi. DR

Après un discours officiel qui reconnaissait les manques, les vieux réflexes ont rapidement repris le dessus, et un journal proche pourtant du gouvernement, *el Bawaba*, a été saisi deux jours de suite parce qu'il pointait les manques de sécurité. Dès le lendemain, Sissi s'est saisi de l'occasion pour obtenir du Parlement qu'il vote l'état d'urgence pour trois mois, ainsi qu'un amendement permettant la détention administrative illimitée.

## Un pouvoir liberticide

Pour les militants de l'EIPR (Egyptian initiative for personal rights), c'est un triste retour aux heures sombres

sous Mubarak, où l'état d'urgence a duré 30 ans, et la fin des quelques garanties individuelles assurées par la Constitution de 2013. Le pouvoir exploite au maximum la question du terrorisme pour justifier toutes ses mesures liberticides ainsi que son rapprochement avec les États-Unis, où, lors de sa visite officielle, Trump lui-même a qualifié de « fantastique » le travail de Sissi.

Malgré une réponse massive du gouvernement pour éradiquer le groupe du Sinaï, les bavures militaires, les détentions arbitraires, les destructions d'habitations et les expulsions massives de civils soupçonnés de sympathiser avec les djihadistes,

provoquent de nombreux ralliements à Daech. Certaines sources parlent d'effectifs multipliés par cinq, ce que confirme l'élargissement de son champ d'action aux grandes villes du Delta et de la vallée du Nil. Depuis Sadate, les gouvernements successifs ont joué sur la fibre religieuse musulmane pour asseoir leur légitimité. Derrière le discours classique auquel on a droit après chaque attaque visant les coptes, discours selon lequel l'Égypte est unie, que musulmans et coptes font un, les discriminations subsistent et les discours haineux contre les « polythéistes » sont tolérés. Il faudrait avant tout un changement des mentalités, avec pour première mesure une réforme profonde des programmes d'enseignement – particulièrement de la langue arabe – entièrement imbibés d'islam obtus. Il semble qu'El Azhar, la plus haute autorité religieuse musulmane, réfléchisse depuis peu au statut des coptes, récusant la notion, selon eux dépassée, de protégés pour celui de citoyens de la nation égyptienne.

## D'Alexandrie, Hoda Ahmed

1 – Coptes : du grec Aigyptos qui signifie Égyptiens, chrétiens représentant environ 10% des 92 millions d'habitants. C'est la plus importante communauté chrétienne du Moyen-Orient. Version longue sur le site du NPA

**Hommage**

**D**e la vie du fils de l'éboueur Auguste, et de la femme de ménage Lætitia, immigrés italiens, beaucoup a été dit au point de venir parfois recouvrir l'œuvre. Elles furent assurément, l'une et l'autre, immodérées. Gatti en parle dans deux beaux livres : *L'Aventure de la parole errante* avec M. Kravetz et *La Poésie de l'étoile* avec C. Faber. Après la Résistance, le camp de Lindemann puis, à la Libération, le journalisme, il est découvert par Jean Vilar en 1959. De grandes pièces voient le jour : *Chant public devant deux chaises électriques*, *la Vie imaginaire de l'éboueur Auguste G.*, *l'Homme seul*, etc. ainsi que quelques films, *l'Enclos* ou *El otro Cristobal*. L'œuvre ne ressemble à aucune autre, notamment par sa façon de s'en prendre au réalisme... La réalité, en effet, ce n'est pas seulement ce qui est, mais aussi ce qui contribue à changer ce qui est : les rêves et les combats, parfois imperceptibles aux yeux myopes des vainqueurs. Et Gatti de faire une place sur scène à ce qui existe et à ce qui n'existe pas encore, à ce qui existera tout autant qu'à ce qui aurait dû exister. La critique s'y perd, le monde théâtral aussi. Interdit de représentations en 1968 pour sa pièce *la Passion du général Franco*, il s'exile à Berlin, sur les pas de Rosa Luxemburg. Retour en France, dans le reflux du mouvement militant, lorsque l'histoire ne mord plus les nuques. Que faire ? D'aucuns s'inscrivent au Rotary, d'autres lâchent l'affaire, quelques-uns continuent. Le bilan : il était présomptueux de vouloir

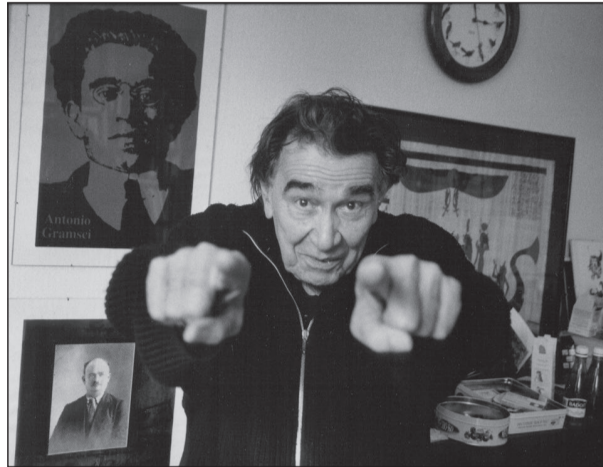
**Armand Gatti (1924-2017)**

*Dans sa biographie Une lente impatience, Daniel Bensaid rapporte sa rencontre avec le dramaturge Armand Gatti, à Toulouse, dans les années 1960 : une « bouffée d'oxygène », « un sentiment de grand large, un goût de révolte et de poésie ». Cela, nous sommes nombreux, d'histoires et d'âges différents, à pouvoir et vouloir en témoigner. Bensaid écrit d'ailleurs, à l'époque, dans son journal lycéen, un « Pourquoi j'aime Gatti ».*

changer l'histoire, il faut revenir à des ambitions plus modestes...

**Faire exister une autre réalité**

Gatti ne souscrit pas. Il soutient que ce n'est pas seulement l'histoire qu'il faut changer mais le temps lui-même. À la suite de Blanqui, il s'adresse aux étoiles, au cosmos. Et il troque les acteurs, trop mercenaires, les militants, trop sectaires, pour ce qu'il appelle les « loulous » : celles et ceux qui ne comptent pour rien, invisibles et inaudibles. L'idée, pour autant, n'est pas l'insertion. Le travail n'est pas social. D'autres le font déjà, et autrement mieux que les artistes. Le projet est poétique. Il tend à faire exister « la seule dimension habitable / la démesure ». Gatti expérimente dès lors un théâtre « possibiliste » : ouvert à tous les possibles, inspiré par la physique quantique tout autant



Pas n'importe lequel : celui des espérances défaites, trahies, confisquées ; celui d'une indéfectible confiance dans la capacité de chacun à être autre chose que ce pour quoi il a été programmé ; celui des libertaires.

On trouvera certainement à redire à certains choix politiques de Gatti, à sa vision si personnelle de l'anarchie. Mais c'est à peu près aussi pertinent que de reprocher à Rimbaud d'associer telle couleur à telle voyelle.

Ses cendres aux côtés de celles de Makhno au Père-Lachaise, Gatti est désormais mort. Ou pas. L'œuvre, à la suite de Walter Benjamin, n'a cessé de le dire : le présent est dépositaire du passé. C'est la responsabilité du futur, par la vigueur de ses luttes, par la raideur de ses nuques, de faire vivre l'événement d'une promesse et l'éternité d'une parole. On tient le pari (mélancolique) : il le fera. **Olivier Neveux**

**Essai**

**Pour un féminisme de la totalité, Ouvrage collectif**

Co-édition Période et Amsterdam, 2017, 20 euros

**P**enser la question féministe dans sa globalité, c'est-à-dire dans une perspective émancipatrice dans une relation dialectique avec les autres oppressions du système capitaliste, est un exercice absolument nécessaire et d'actualité. En effet, d'un côté, le féminisme semble aujourd'hui ne plus pouvoir prendre une place dans le débat médiatique et politique institutionnel que lorsqu'il sert de faire-valoir aux idéologies racistes et réactionnaires. Et de l'autre, il est bien trop souvent associé à une lutte parallèle « qu'on cite volontiers entre l'antilibéralisme et la défense de l'environnement ». Face à ce constat, on pourra se pencher sur cet ouvrage pour donner un espace de développement théorique à une véritable convergence des luttes. Ce livre est un recueil de 13 textes d'une dizaine d'auteurEs (Bhattacharya, Federici, Renault, Brenner et Merteuil pour ne citer qu'eux/elles) qui ont en commun d'explorer la question de la transcendance du féminisme à travers le rapport à l'État,

à la sexualité, au genre, au travail, au colonialisme, au corps social ou à la reproduction de la force de travail. Composé de quatre parties (respectivement *Généalogie d'un système ; Sur la reproduction ; Politique des corps, de la marchandise à la résistance ; Production de la sexualité, subversion du sujet*), on y trouvera par exemple un excellent texte autour de la figure de Kollontai sur les débats sur le corps (social et physique) des femmes dans l'URSS post révolutionnaire, et qui

permettent entre autres d'appréhender les différentes tendances au sein des soviets sur la question syndicale. Citons également le texte de Leacock, *le Genre dans les sociétés primitives*, qui propose une excellente analyse anthropologique de la prétendue universalité historique du patriarcat, plus convaincante que la théorie d'Engels du communisme primitif, ou celui de Floyd sur la question des mères porteuses et la marchandisation des tissus organiques, question

trop peu abordée au sein du mouvement social. Et parce que chaque théorie de l'émancipation n'est que parole si elle ne propose pas de perspectives de luttes, le livre se termine par un texte inédit d'Angela Davis invitant à la mobilisation générale contre les violences sexuelles, trouvant en son sein l'ensemble des rapports de dominations capitalistes permettant la reproduction du système. **Stephen Bouvier**

**Essai**

**Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale, Gilles Simon**

Presse universitaire de Rennes, 2010, 22 euros

**C**omment ont-ils/elles pu gagner ? Autrement dit, comment les opposantEs à l'implantation d'une centrale électronucléaire à la pointe du Raz ont-ils pu vaincre les puissantes forces du lobby nucléaire en France ? Ils/elles ont dû tout apprendre : un discours expert sur le nucléaire ; les techniques militantes de communication ; la présence sur les marchés ; la tenue de réunions publiques dans les villes et les villages ; les relations aux médias, voire la création de leurs propres outils ; la technique de la manifestation, de la fête antinucléaire ; la construction d'un GFA. Ils/elles ont dû s'inspirer de leurs prédécesseurs, du Larzac bien sûr, mais aussi de tous les sites bretons ayant résisté peu de temps avant :

contre l'implantation d'une centrale, en protestation contre les marées noires... Ils/elles ont dû composer entre mobilisation de terrain, intervention politique auprès des éluEs, en période électorale aussi. Ils/elles ont dû avoir recours à l'humour, à la mobilisation pacifique... ou pas : la reconduite, chaque soir, des mairies annexes sous les pierres lancées par les habitantEs n'est pas un mythe, mais une réalité bien ancrée dans la mémoire des différentEs protagonistes du conflit. Ils/elles ont dû faire preuve d'une détermination sans faille, pour ne jamais rien lâcher, pour ne pas transiger – refuser l'enquête publique leur a permis de cristalliser la lutte – à l'image, finalement, du cap Sizun,



lame de granit défiant l'Océan, berceau de leur lutte, écrin de leur vie ! Alors, bien sûr ce livre est gros et pèse lourd – on pourrait le jeter à la face de la police –, c'est le produit d'un travail universitaire qui date un peu... Mais son actualité est brûlante : n'ayez aucune réserve pour vous lancer dans la lecture de ce livre magnifique. À votre tour, vous apprendrez ainsi comment construire une mobilisation sociale... pour gagner ! **Vincent Gibelin**

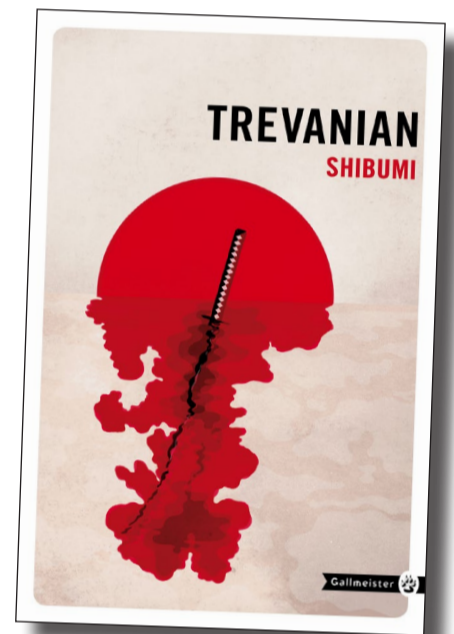


**Roman**

**Shibumi, Trevanian**

Éditions Gallmeister, 2016 (réédition), 11 euros

**S**hibumi, le chef d'œuvre de Trevanian à qui on doit aussi une œuvre comme *la Sanction*, est paru pour la première fois en 1979 et vient d'être réédité en format poche. C'est sans douter un roman d'espionnage ou un polar mais c'est surtout un véritable chef-d'œuvre d'intelligence et d'humour noir, en même temps qu'une critique acerbe de l'Amérique au profit de la découverte de la civilisation japonaise à travers notamment le jeu de go. Le héros, Nicolaï Hel, est l'homme le plus recherché du monde. Né à Shanghai, en plein chaos de la Première Guerre mondiale, fils d'une aristocrate russe et protégé d'un maître de go japonais, il a survécu à la destruction d'Hiroshima pour en émerger comme l'assassin le plus doué de son époque suite à sa séquestration par l'armée américaine. Son secret réside dans sa détermination à atteindre une forme rare d'excellence personnelle : le shibumi.



Désormais « retiré des affaires » dans une forteresse du Pays basque, en compagnie de sa compagne japonaise, Nicolaï recueille une jeune étrangère rescapée d'un attentat, venue lui demander son aide. Il se retrouve alors traqué par une organisation internationale de terreur et d'anéantissement, la Mother Company, une organisation qui a supplanté et incorporé en son sein des agences gouvernementales classiques telles que la CIA ou la NSA. Le but de l'organisation (capter les ressources énergétiques mondiales) et les moyens technologiques à sa disposition (le super-ordinateur Fat Boy) restent d'une surprenante actualité 40 ans plus tard...

*Shibumi* est divisé en 6 chapitres d'inégale longueur correspondant au lexique du jeu de go (*Fuseki, Sabaki, Seki, Uttegaie, Schico* et *Tsuru no Sugomori*) qui sont surtout l'occasion de mêler à l'intrigue l'histoire de la Shanghai des années 1930, du Japon des années 1940 et du Pays basque des années 1970. C'est dans une prison américaine, après l'avoir découvert dans les grottes profondes du Japon, que Nicolaï affûte son sixième sens, celui de la proximité. C'est aussi dans cette « prison blanche », annonciatrice de Guantánamo, du Japon occupé qu'il va apprendre, pour éviter de sombrer dans la folie, le basque avec l'unique livre mis à sa disposition.

Le roman fait sans cesse alterner les tapis de bombes qui pulvérisent Tokyo avec la peinture des cerisiers en fleurs, la fuite des occidentaux de Shanghai avec la verve des indépendantistes basques. La magie de l'ouvrage vous fera pardonner la misanthropie « pince sans rire » de l'auteur et une certaine misogynie envers les femmes non japonaises. Si les Américains sont les plus souvent pris pour cible, les Français, les Anglais, les Italiens et les Arabes ne sont pas très bien traités... L'action du héros semble systématiquement ralentir par des scènes d'apprentissage du jeu de go ou des explorations spéléologiques, mais c'est pour mieux trouver leur signification dans l'explosion finale qui nous fait regretter d'en avoir déjà fini avec le livre. Quarante ans plus tard, on peut être sûr que l'on tient un grand de chez les grands.

**Sylvain Chardon**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**



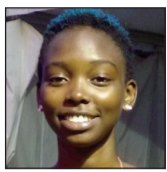
27, rue Taine 75012 Paris / 01 49 28 52 44

# GUYANE Paroles de lutte sur les barrages

**Entretien.** Sur le barrage bloquant le rectorat (depuis le 23 mars, celui-ci est bloqué et fermé), nous avons rencontré deux actrices du mouvement de lutte en Guyane commencé le 23 mars: **Alexia Asselos**, 16 ans, représentante des lycéens dans le Kolektif Pou Lagwyann Dékolé (KPLD), et **Michelle Coueta**, professeur des écoles et secrétaire générale du Syndicat des travailleurs de l'éducation guyanais-Union des travailleurs guyanais, syndicat anticapitaliste et anticolonialiste (STEG-UTG).

## Alexia, quel est ton rôle dans le KPLD ?

Je suis une des représentantes des lycéens avec Georges qui est le représentant du pôle éducation et Mathilde pour les étudiants. J'apporte les idées et les revendications des lycéens, qui souvent se recoupent avec les revendications des enseignants, comme la construction scolaire, l'adaptation des programmes aux réalités guyanaises, la mise en valeur des langues maternelles de Guyane, etc.



DR

## Pourquoi êtes-vous venues toutes les deux sur le barrage du rectorat ?

**Alexia Asselos:** Suite à une réunion avec le recteur, le préfet et des élus de la CTG (collectivité territoriale de Guyane), nous n'avons pas eu de réponses satisfaisantes à nos revendications. Comme les établissements se fermaient les uns après les autres, le jeudi 23 mars au matin, on s'est dit: «On va sur le barrage.» On a commencé à trois, avec un camion... et le soleil!

## Michelle Coueta:

C'est suite à l'appel d'un membre du bureau du STEG. Il nous a appris que les étudiants montaient le barrage à l'entrée du rectorat et de l'université. Pour nous, c'était évident d'être là, car même s'il ne gêne pas la circulation, il est très symbolique. En 1996, les lycéens avaient lutté pendant plusieurs semaines pour avoir ce rectorat (auparavant, l'académie de Guyane dépendait des Antilles...), et en 2013 les étudiants ont lutté (avec une grève de cinq semaines) pour avoir une université de pleine exercice.



DR

**A.A.:** Oui, certains disent que notre barrage est inutile car il ne bloque pas la circulation, mais il est très symbolique. On veut rebaptiser le rond-point situé juste en face «Novembre 1996-Novembre 2013» car ce sont des victoires des lycéens et des étudiants.

## Quel est votre rôle sur le barrage ?

**A.A.:** Je fais un peu de tout: événementiel, communication avec les médias, préparation des repas... Je suis polyvalente, comme tout le monde, en fait. Au début, on n'était pas trop organisé, puis on a créé différents pôles pour que la vie soit plus fluide: le pôle communication, pôle logistique pour s'organiser. Par exemple, le pôle événementiel propose des animations sur le barrage comme des conférences-débats (l'identité guyanaise, l'esclavage en Guyane, la violence chez les jeunes, la culture guyanaise, etc.), des concerts avec des artistes locaux traditionnels ou plus récents, et, enfin, la grande marche des étudiants «Propulser une jeunesse déterminée» du jeudi 13 avril qui est partie du rond-point Suzini (complètement bloqué par les transporteurs) rassemblant 250 jeunes: cinq fois plus de personnes que dans les rassemblements des anti-barrages de la veille. Et nous avons terminé par un grand concert sur le rond-point.

**M.C.:** La première semaine, j'étais aussi assez polyvalente. Maintenant je suis surtout présente au moment des assemblées générales pour représenter le STEG-UTG.



Le rectorat de Cayenne est bien barré! DR

## Racontez-moi votre journée du 28 mars...

**M.C.:** Est-ce que qu'on peut raconter quelque chose comme ça? C'était tellement fort, cette union, cette unité. Ce jour-là, la Guyane n'a fait qu'une face à l'État français! On a montré notre dé-ter-mi-na-tion, c'était une journée historique. Ce qui m'a rendu la plus fière, c'est que ce jour-là, pas un seul rétroviseur n'a été retourné, peut être une petite herbe écrasée (dans le jardin devant la préfecture où s'est terminée la grande marche).

**A.A.:** Mon 28 mars était mon baptême car je n'avais jamais fait de marche avant, et c'était super car je tenais la banderole où il y avait écrit «Nous sommes la Guyane» et «Plus de moyens pour l'éducation». Je criais les chants comme «Lagwyann lève lève» et les slogans des 500 frères: «Première sommation, ceci n'est pas un exercice»... J'étais très impliquée et c'était historique, car nous étions 40 000 et nous sommes restés pacifiques, unis et déterminés.

## Et où étiez-vous quand, le mardi 4 avril, nous avons marché à 10 000 dans l'allée qui mène au Centre spatial guyanais (CSG) ?

**A.A.:** On a organisé un bus au départ du barrage. On s'est organisé en petits groupes pour ne pas se perdre et on a entendu que le KPLD était reçu en délégation pour rencontrer le directeur du CSG. Et en repartant, on a appris que le KPLD ne voulait plus ressortir du CSG (51 membres du Kolektif sont restés dans le CSG pour faire pression sur la France pendant 24 heures).

## Que pensez-vous des 500 frères et du rôle qu'ils jouent ?

**A.A.:** J'ai un avis assez mitigé en fait. S'ils n'existaient pas, on n'en serait pas là aujourd'hui, et le mouvement n'aurait pas eu autant d'impact. Mais je pense qu'on leur donne un peu trop d'importance dans le mouvement. On ne parle que d'eux dans les médias. **M.C.:** Moi, je reconnais leurs actions, ils ont eu raison: il fallait faire quelque chose de fort pour réveiller les autorités et la population. Mais à présent, ils ont un côté «star» qui m'interpelle. Dès qu'ils arrivent quelque part, on fait des photos, des selfies avec toute la famille et ce côté-là me dérange. Cependant, ils ont toujours leur utilité car ils savent se faire respecter, et sont allés jusqu'à protéger le numéro deux de la sécurité en Guyane lors des heurts devant la préfecture le 7 avril dernier (une partie des GuyanaisES présents ont voulu pénétrer dans la préfecture car le préfet avait refusé le rencontrer le KPLD, et les gendarmes ont envoyé des gaz lacrymogènes sur des femmes et des enfants). Bon, ils sont dans un

bon esprit: se faire entendre, se faire voir mais sans violence.

## De façon générale, que pensez-vous du mouvement ?

**A.A.:** C'est un mouvement historique comme tout le monde le pense. On n'a jamais vu un tel mouvement. Tout le peuple guyanais et tous les secteurs d'activité sont mobilisés. C'est vraiment magique. Aujourd'hui on constate un essoufflement, avec quelques divisions, notamment dans le KPLD (le patron du Medef-Guyane et certaines TPME ont quitté le KPLD).

**M.C.:** Pour moi ce mouvement est légitime! À présent, il faut trouver des moyens pour rester mobilisés et déterminés mais sans «se mordre la queue». Attention, je ne suis pas d'accord avec les «socioprofessionnels» (les petits patrons). Il nous faut trouver des modes d'actions pour «faire mal à l'État» sans se faire mal à soi-même. Et le pôle stratégique du KPLD doit toujours rester près de la population et communiquer sur leurs intentions et actions à venir.

## Pendant le mouvement, la question d'un nouveau statut spécial pour donner plus d'autonomie législative à la Guyane s'est posée. Qu'en pensez-vous ?

**A.A.:** La question se pose, elle est très présente, mais je crois que c'est trop tôt, car nous avons trop de retard structurel et économique. Nos revendications veulent surtout rattraper ce retard. On se posera la question dans 20 ans. Mais là je pense que c'est trop tôt...

**M.C.:** Cette question est importante. Quel statut? Celui proposé par l'article 74 comme lors du référendum de janvier 2010? À cette époque, les GuyanaisES devaient se prononcer sur une plus grande autonomie législative ou au contraire rester dans la République française: avec plus de 51% d'abstention, c'est le non qui a été choisi à 70%... On ne sait pas sous quelle forme, mais la question du statut doit être posée parce qu'il n'est pas normal qu'on ne puisse pas gérer nos ressources: l'or, le bois, le foncier (90% du foncier appartient en domaine privé à l'État), les ressources maritimes, peut-être le pétrole... Nous avons des richesses et cela nous permettrait d'arrêter de dépendre de la France à chaque fois que l'on veut construire ou exploiter nos richesses. Nous avons assez de «têtes» dans le pays pour que cela se fasse. Cette question se posera à nouveau forcément, on ne sait pas quel sera l'élément déclencheur, mais il faudra y répondre!

## Et la suite ?

**A.A.:** D'un côté, je pense qu'il faut rester sur les barrages et il y a une pression à cause des élections. Les gens se disent que ça va changer, et on attend de savoir ce qui va se passer, quelles actions on va mener.

**M.C.:** Le STEG-UTG va suivre les décisions du KPLD.

## Propos recueillis par Leïla Soula

1 - «Approuvez-vous la transformation de la Guyane en une collectivité d'outre-mer régie par l'article 74 de la Constitution, dotée d'une organisation particulière tenant compte de ses intérêts propres au sein de la République?»

## L'image de la semaine



# Vu ailleurs



## LÉGIONNAIRES SANS HONNEUR.

La promotion de Pâques de la Légion d'honneur 2017, la dernière du quinquennat de François Hollande, grand maître de l'ordre en tant que président de la République, récompense 562 personnes, contre 535 l'an dernier, dont 453 nouveaux chevaliers, 83 officiers, 18 commandeurs, 6 grands officiers et 2 grand-croix. (...)

On y retrouve plusieurs grands brûlés de la vie politique française et de ses «affaires». L'un sorti indemne, André Laignel, maire d'Issoudun, ancien trésorier du Parti socialiste au moment de l'affaire des financements illégaux d'«Urba», poursuivi mais relaxé par les tribunaux, est promu chevalier. L'autre, Michel Roussin, condamné définitivement en 2008 à quatre ans de prison avec sursis dans l'affaire des marchés truqués d'Île-de-France, est promu commandeur dans le contingent du Premier ministre. (...) L'exclusion de l'ordre de la Légion d'honneur ne concerne que «les cas de condamnation par les tribunaux pour crime ou peine supérieure à un an de prison ferme». Officier dans l'ordre depuis 1997, Roussin n'a donc pas été frappé par le règlement et peut être promu aujourd'hui. Autre promu chiraquien, François Pinault, patron du groupe Kering, anciennement Pinault-Printemps-Redoute (PPR), devient grand-croix. Septième fortune française au classement Challenges, Pinault détient 41% de Kering, présent dans la distribution, le luxe et le sport – avec les marques Balenciaga, Yves Saint-Laurent, Gucci, Boucheron, Puma –, ainsi que la maison d'enchères Christie's, le journal le Point et des vignobles. (...) Plusieurs personnalités des milieux de la Défense sont promues, alors que l'activisme de François Hollande dans ce domaine n'est plus à démontrer.

«Légion d'honneur: dernières promotions sur le ruban», Karl Laske, Mediapart, 16 avril 2017

# L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 10 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenu et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : ..... Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)